

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps. Each original is also photographed in one exposure and is included in reduced form at the back of the book.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

UMI

A Bell & Howell Information Company
300 North Zeeb Road, Ann Arbor MI 48106-1346 USA
313/761-4700 800/521-0600



Université d'Ottawa • University of Ottawa

**FEMMES ET MICROENTREPRISES
RURALES:
UNE ÉTUDE DE CAS BOLIVIENNE**

par
© Mireille Losier

**Thèse déposée à
l'École des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de
maîtrise ès arts en sociologie**

Directeur: professeur José Havet

**Université d'Ottawa
Novembre 1997**



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-26345-2

Canada

Remerciements aux employés.es de l'ONG Calmeadow à Toronto qui m'ont été les plus accommodants et les plus informateurs. Ce sont eux qui ont rendu possible l'accessibilité aux documents du projet d'étude en question. Je les en remercie.

Remerciements au professeur José Havet, directeur de thèse des plus remarquables. Sa confiance en moi, son aide précieuse ainsi que tout le temps qu'il a su consacrer avec enthousiasme à ce travail de direction a su rendre ce processus d'apprentissage agréable et fascinant. Je lui en suis très reconnaissante.

Remerciements aux professeurs.es Ann Denis et Victor DaRosa, membres du comité de thèse, pour leurs commentaires les plus encourageants et inspirants. Je leur en suis également très reconnaissante.

Remerciements aux membres du personnel du département de sociologie, Nicole, Paulette et Martine pour leur aide grandiose. Elles ont rendu mon séjour au département très agréable. Merci encore!

Remerciements à maman, Guy et amis.es pour leurs innombrables encouragements, conseils et pour toutes les fois qu'ils ou elles ont tendu l'oreille même si souvent ils ou elles ne savaient pas de quoi je parlais. Un gros merci!

TABLE DES MATIÈRES

	Page
ABRÉGÉ	1
INTRODUCTION	2
CHAPITRE 1: LA PROBLÉMATIQUE	6
1.1 Thème	6
1.2 Méthodologie	11
1.3 Théorie	13
1.4 Hypothèse	20
CHAPITRE 2: LE CONTEXTE	21
2.1 Contexte Bolivien	21
2.2 Contexte organisationnel canadien	32
2.2.1 L'ACDI	32
2.2.2 Calmeadow	35
CHAPITRE 3: LE PROJET	36
3.1 Historique de la Prodem	37
3.2 Objectifs, buts explicites, extrants et intrants	40
3.3 Gestion et organisation	43
3.4 Étude d'impact	47
3.4.1 Cadre d'analyse	48
CHAPITRE 4: L'ANALYSE DU PROJET	53
4.1 Analyse selon Marguerite Berger	56
4.2 Analyse selon Iris Villalobos Barahona	64
CONCLUSION	73
ANNEXES	
Annexe A: Carte géo-politique de la Bolivie	78

Annexe B:	Sites de développement du projet «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification»	80
Annexe C:	Cadre d'analyse de l'étude d'impact de Calmeadow du projet «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification»	82
Annexe D:	Grille d'analyse de Marguerite Berger d'un projet de microentreprise incluant les femmes	84
Annexe E:	Rapport annuel des Amériques sur l'état d'avancement du projet «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification»	90
DOCUMENTS DU PROJET		92
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE		94

LISTE DES TABLEAUX

		Page
Tableau 1	Indicateurs socio économiques pour la Bolivie	26
Tableau 2	Charte organisationnelle	46
Tableau 3	Échantillons sélectionnés par communautés et sous secteurs	51

FEMMES ET MICROENTREPRISES RURALES: UNE ETUDE DE CAS BOLIVIENNE

ABRÉGÉ

Cette thèse offre une lecture à la fois théorique et empirique de la microentreprise comme nouvelle approche au développement international dans laquelle est articulée l'importance des activités informelles des femmes microentrepreneurs. Il s'agit d'un travail d'analyse méthodologique d'un projet de microentreprise bolivien opérationnalisé par une ONG (Organisation non-gouvernementale) canadienne de Toronto; Calmeadow, en fonction de l'optique IFD (Intégration de la femme au développement) de l'ACDI (Agence canadienne de développement international). A l'aide de l'analyse conceptuelle de microentreprises de femmes de Iris Villalobos Barahona («Women's Micro- and Small Scale Enterprises' Emergence, Features and Limits: A Costa Rican Experience», 1995) et de grille d'analyse empirique de projets de microentreprise incluant les femmes de Marguerite Berger («Key Issues en Women's Access to and Use of Credit in the Micro- and Small-Scale Enterprise Sector», 1995), une évaluation des méthodes empiriques qu'utilise la Calmeadow pour étudier les résultats du projet de microentreprise bolivien est réalisée. Les résultats de la présente thèse montrent que (1) l'étude d'impact du projet gérée par la Calmeadow n'a pas bien défini le concept de microentreprises de femmes et que (2) la définition biaisée du concept rend problématique l'évaluation du projet en soi.

FEMMES ET MICROENTREPRISES RURALES: UNE ÉTUDE DE CAS BOLIVIENNE

INTRODUCTION

Le rôle joué par les femmes dans le processus du développement est de plus en plus reconnu; en effet, des études empiriques nombreuses montrent que les femmes occupent une place centrale au sein de ce processus.

C'est dans ce contexte que la présente recherche tente de réaliser une étude de «femmes et développement». Il s'agit d'une tâche complexe, dans la mesure où l'on est très rapidement confronté à des problèmes divers, particulièrement de sémantique et d'idéologie. Cependant, au delà de cette complexité, il n'en demeure pas moins que le développement durable et le rôle moteur de la majorité de la population, les femmes, sont des paramètres déterminants. Et, de manière assez directe, la présente étude est circonscrite par les questions suivantes: quelle place accorder aux femmes dans le processus du développement et quels sont les freins à leur intégration dans le-dit processus? La présente étude a choisi le développement de la microentreprise pour répondre à ces interrogations.

Les projets de développement de microentreprises sont des projets dans lesquels les femmes ont besoin de beaucoup d'attention, car malgré la visibilité des projets de microentreprise en tant que moyen d'intégration des femmes, il existe quand même des

obstacles nombreux à cette intégration. La présente thèse essayera de montrer ce fait en faisant l'étude d'un projet de microentreprise canado-bolivien.

Les projets de microentreprises sont très nombreux en Amérique latine, entre autres en Bolivie. De façon générale, la Bolivie connaît, depuis les années 80, de graves problèmes socio-économiques, problèmes qui sont le résultat de réformes macro économiques et de programmes d'ajustement structurel mis sur pied afin de diminuer la dette extérieure du pays. Ces politiques ont été efficaces à court terme, mais ont créé une crise économique profonde qui se sent dans tous les secteurs de l'économie. En conséquence, le gouvernement, afin de baisser le taux d'inflation, instaura des programmes d'ajustements structurels, programmes qui ont eu d'énormes coûts sociaux: bien des Boliviens se sont retrouvés sans emplois dû à des coupures dans les budgets gouvernementaux. Dès lors, ils se sont tournés vers le secteur informel afin de subvenir à leurs besoins.

Les programmes de micro crédit se sont multipliés en Bolivie afin de venir en aide aux microentrepreneurs - microentrepreneurs qui sont devenus synonyme d'informels. Ces programmes ont eu un impact important, mais ce qui reste peu étudié est le rôle des femmes dans les microentreprises et partout dans les programmes, alors qu'il semble évident que ce rôle est crucial.

Une revue approfondie de la littérature ainsi qu'une longue fouille documentaire chez Calmeadow, l'ONG de Toronto qui gère le projet qui sera étudié dans ce travail, sont les éléments de base qui m'ont permis d'écrire cette thèse. Celle-ci se divise en quatre chapitres en plus de fort brèves «Introduction» et «Conclusion».

Le premier chapitre consiste en l'étude de la problématique de la thèse: le quoi, le comment et le pourquoi de cette thèse. En d'autres termes: (1) la description précise du sujet, (2) la raison d'un tel choix (surtout la théorie sous tendant l'hypothèse) et (3) la méthodologie.

Le deuxième chapitre consiste en la description contextuelle de la présente étude. Le contexte socio historique de la Bolivie ainsi que le contexte organisationnel (surtout canadien) du projet sont décrits afin (1) de rendre plus explicites les raisons pour lesquelles ce projet est mis en oeuvre en Bolivie, (2) pourquoi des organisations canadiennes surtout l'ACDI et Calmeadow s'y intéressent et (3) comment ces dernières organisations y sont impliquées.

Le troisième chapitre consiste en une description du projet proprement dit, à savoir «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification». Ce projet est financé par l'ACDI et est géré et mis en oeuvre par Calmeadow en collaboration avec la Prodem, une ONG bolivienne.

Le quatrième et dernier chapitre consiste en l'analyse du projet en fonction du cadre théorique décrit dans le premier chapitre, cadre qui sera opérationnalisé en considérant les grilles d'analyse de deux spécialistes de la question de la contribution des femmes dans les projets de microentreprise: Marguerite Berger et Iris Villalobos Barahona. Plus spécifiquement, l'analyse tente de répondre à des questions telles: la Prodem a-t-elle un «focus» d'auto-subsistance paysanne? Est-ce un des buts du projet? Le projet vient-il effectivement en aide aux femmes, surtout à long terme? Les attentes de l'ACDI sont-elles semblables à celles de la Prodem, de la population cible? La mise en oeuvre du projet par Calmeadow reflète-t-elle bien les buts que le projet prétendait remplir lors de sa planification? Les priorités entre les différents niveaux sont-elles amalgamables (en fait, est-ce qu'il y a cohérence organisationnelle)?

La présente thèse traite de questions importantes à plusieurs niveaux: au niveau de la planification des projets de microentreprises en général, au niveau des politiques de développement, au niveau de l'intégration de la femme au développement, au niveau de l'information générale traitant du développement de la microentreprise, au niveau des méthodes d'évaluation des projets de microentreprise. J'espère de ce fait que les contributions faites par la présente étude soient utiles au moins à certains de ces niveaux.

CHAPITRE 1 - LA PROBLÉMATIQUE

1.1 THÈME

Depuis les années soixante-dix, la littérature traitant du rôle du secteur informel dans les stratégies de développement des pays en voie de développement (PVDs) a pris une importance de plus en plus grande. En effet, au cours de ces vingt dernières années, de nombreux chercheurs - particulièrement des économistes, des sociologues et des anthropologues - se sont penchés sur ce thème. Pourquoi cet intérêt accru? La réponse la plus probable à cette question est que la recherche semble avoir identifié dans les PVDs, ce qui peut être qualifié de nouvelle réalité économique et de nouvelle identité sociale, et peut-être même de nouveau style de vie, à savoir l'informalité. Cette identification et cette nouvelle visibilité sont légitimes dans le cadre d'études portant sur les stratégies de développement; ceci est le cas qu'il s'agisse de cause ou de solution au problème de la pauvreté. Donc, le lien entre informalité et pauvreté s'avère être très évident et, en outre, le secteur informel est en pleine expansion.

Cependant, les informels ont peu de chance d'échapper à la pauvreté relative dans laquelle ils vivent et ce même si leurs activités économiques leur permettent d'échapper généralement à la pauvreté absolue. Divers facteurs (dont je parlerai incidemment dans ce chapitre) expliquent ce fait.

Les femmes sont surreprésentées dans ce secteur¹; en effet, elles constituent la majorité de la force de travail du secteur informel - secteur qui, d'une part, ne garantit pas un revenu permettant d'échapper à la pauvreté relative et, d'autre part, ne garantit pas une sécurité d'emploi. Cette surreprésentation a pour conséquence qu'une majorité d'entre elles demeurent dans la pauvreté. De ce fait, toute étude portant sur le secteur informel et mettant l'accent sur les femmes a nécessairement une grande pertinence, pertinence qui, je l'espère, sera évidente dans l'étude de cas de la présente thèse.

La situation générale décrite antérieurement existe dans l'ensemble des PVDs, donc également en Amérique latine. En effet, on retrouve aujourd'hui plus de 300 millions d'informels en Amérique latine (Tokman, 1989). C'est-à-dire que sur environ 500 millions d'habitants, plus de la moitié se retrouve dans le secteur informel. Ceci a pour conséquence que discuter du secteur informel en Amérique latine signifie en fait discuter du mode de vie de la majorité des Latino Américains. De ce fait, la force de travail de ce continent est constituée surtout de travailleurs informels.² Afin d'opérationnaliser quelque peu ce dernier concept, je considère dans le cadre de la présente recherche que les travailleurs informels sont ceux ayant une activité économique non réglementée par le

¹Un grand nombre d'ouvrages traitant du secteur informel, entre autres les ouvrages de Dignard et Havet (1995) et Levitsky (1989) confirment cette affirmation.

² La présente affirmation a pour corollaire immédiat que le secteur rural est ici considéré comme partie intégrante du secteur informel. Cette idée est probablement discutable. Mais, dans une certaine mesure, elle n'est pas d'importance critique pour la présente étude. Par contre, ce qui est d'importance critique est de considérer que le secteur informel offre un potentiel de développement socio-économique pour le secteur rural.

gouvernement. Donc, en résumé, les informels sont ceux et celles qui font partie du secteur informel, secteur où l'on pratique un travail non-réglementé.

La microentreprise³ constitue le type de travail informel le plus généralisé. Elle est aussi devenue une problématique qui a acquis aujourd'hui une grande visibilité. Elle demeure, pour les chercheurs, un nouveau phénomène⁴ qui répond aux besoins immédiats de subsistance des informels. Cette importance de la micro entreprise est due en partie au manque d'opportunités d'emplois dans le secteur formel, qu'il soit industriel ou agricole.⁵

Les microentrepreneurs ont aujourd'hui acquis une telle visibilité dans les stratégies de développement que le terme microentrepreneur est presque devenu synonyme d'informel. Une des conséquences de cette visibilité est qu'il s'est créé de forts nombreuses institutions de micro financement pour leur venir en aide. Ces institutions, selon Marguerite Berger⁶, sont effectivement nécessaires puisque les microentrepreneurs n'ont

³J'entends par microentreprise, dans les PVDs, les entreprises ayant moins que 10 employés.es. Plus spécifiquement, «for LDCs, the term "small-scale" is used here to refer to enterprises with fewer than twenty employees; "micro-scale", those with fewer than ten.» (Berger, 1995:215)

⁴Il s'agit d'un nouveau phénomène pour les organisations de développement et non un nouveau phénomène en soi.

⁵Je m'inspire ici de de Soto (1990), Rakowsky (1994) et Levitsky (1989).

⁶Marguerite Berger est co-auteure du livre *Women's Ventures: Assistance to the Informal Sector* (1989) et auteure du texte *Key Issues on Women's Access to and use of Credit in the Micro-and Small-Scale Enterprise Sector* dans Dignard et Havet (1995). Elle a un Doctorat en Économie de la American University à Washington, D.C. et est présentement consultante à la Inter American Development Bank (BID).

pas accès aux systèmes bancaires formels: les banques n'offrent du crédit qu'à ceux qui possèdent des garanties financières, une exigence que la majorité des microentrepreneurs, qui sont surtout des femmes, ne peuvent satisfaire.

Le développement de la microentreprise est présentement d'une importance capitale dans les débats portant sur le secteur informel à tel point que pour certains PVDs les programmes de micro crédit caractérisent de manière déterminante les politiques de développement. Le but explicite de ces politiques est d'améliorer les revenus au niveau micro (des familles) ce qui, à long terme, améliorera la stabilité économique et sociale au niveau macro.

La présente thèse a comme pré-supposition que ce but des politiques de développement constitue une idée intéressante. Cependant, l'une des critiques pouvant lui être adressée est que le rôle potentiel que doit jouer le secteur informel dans le développement reste trop imprécis; de ce fait, la position que doit prendre l'État et les organisations de développement dans ses actions auprès des informels demeurent elle aussi imprécise⁷ (de facto, dans bien des cas, contestable). Par contre, il est certain qu'il faut prendre en considération dans les politiques de développement affectant (directement ou indirectement) les microentreprises le rôle crucial que jouent les femmes dans

⁷Cette affirmation est inspirée d'une idée du livre *Contrapunto: The Informal Sector Debate in Latin America* sous la direction de Cathy Rakowki, 1994.

le secteur informel - secteur qui est évidemment devenu de grande importance dans les prises de décision portant sur les programmes et politiques de développement.

Dans le cadre de ce débat, on peut se poser deux questions: (1) le micro crédit est-il ou n'est-il pas une réponse à court terme à l'allègement de la pauvreté chez les femmes; (2) les programmes et politiques de micro crédit répondent-ils à long terme aux besoins des femmes microentrepreneurs? Cette thèse tentera de répondre à ces questions en étudiant un projet de microentreprise en Bolivie. Plus précisément, je ferai l'analyse d'un projet de développement en Bolivie, projet mis sur pied par Calmeadow, une organisation non-gouvernementale (ONG) canadienne et financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ce projet s'intitule «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification»; grosso modo, sa structure est la suivante: Calmeadow vient en aide à la Prodem, une ONG bolivienne à but non lucratif, afin de mettre sur pied un programme de micro crédit pour venir en aide aux nombreuses microentreprises rurales dans le pays. Le but du projet est de donner à la Prodem une grande autonomie financière et organisationnelle (voire politique) comme institution rurale de micro financement. Afin que ce projet soit durable, Calmeadow coordonne une étude des programmes de micro crédit ruraux qu'opérationnalise la Prodem (Fundación para la Promoción y el Desarrollo de la Microempresa). Bref, c'est en faisant l'étude de ce cas particulier que je veux tester mon hypothèse - hypothèse directement liée aux considérations exposées dans la présente section et que je rendrai plus explicite dans la section «Théorie» de ce premier chapitre.

1.2 MÉTHODOLOGIE

L'étude de cas analysée dans la thèse a été assez difficile à trouver, et ce pour diverses raisons; deux de celles-ci ont été particulièrement ardues dans le cadre de la préparation de la présente thèse, à savoir (1) identifier un projet qui a les caractéristiques nécessaires pour illustrer les questions théoriques que je voulais étudier, et (2) avoir effectivement accès aux documents du projet. C'est seulement après maintes visites au Centre de recherche de développement international (CRDI), à diverses ONGs telles Match, Oxfam (à Ottawa) et Calmeadow (à Toronto) ainsi qu'à l'ACDI que finalement j'ai pu «découvrir» une étude de cas adéquate. De ce fait, trouver un projet de développement rentrant dans les paramètres spécifiques⁸ de mon étude pour en faire une étude de cas a requis beaucoup plus de temps et d'énergie que prévu.

C'est en faisant ma recherche à l'ACDI qu'effectivement je suis tombée sur un projet qui satisfait aux exigences de ma recherche. Contrairement à ce qui aurait pu être supposé, les choix n'étaient pas abondants. Ainsi que mentionné antérieurement, le projet se trouve en Bolivie - pays latino américain muni d'un secteur informel en pleine expansion. Ce fait présentait à la fois un avantage et un désavantage: d'une part, je dispose de connaissances générales sur l'Amérique latine, mais, d'autre part, je ne possède pas une

⁸Mes critères de sélection d'étude de cas étaient des plus simples: un projet portant sur les microentreprises en Amérique latine ayant une optique IFD (Intégration de la femme au développement) ou GED (Genre et développement). Par l'entremise des choses, le projet de développement qui me convenait le mieux financièrement (transport à l'ONG comme telle) consistait de l'optique IFD.

connaissance particulière de la Bolivie. En somme, ce n'est que par hasard que je suis tombée sur ce projet de développement, mais son choix me convenait relativement bien.

Essentiellement, mes démarches pour identifier ce projet ont été les suivantes: j'ai réussi à contacter à l'ACDI, malgré des «problèmes de communication»⁹, l'agente de pupitre de ce projet de développement. Cette agente - étant à la fois et plaisante et aidante, mais pas très renseignée quant au projet bolivien - me donna les coordonnées de l'agente principale de ce projet de développement au niveau de Calmeadow. Deux jours plus tard, je suis allée à Toronto où je devais rencontrer, à l'ONG Calmeadow, cette agente. Les résultats de cette rencontre furent décisifs. La combinaison des documents de ce projet de développement et de mon bagage théorique sur le sujet d'étude, me donnait, dans l'ensemble, assez d'information pour tenter une hypothèse. Bref, le tout était assez adéquat pour en faire un début de thèse.

En terme méthodologique «au sens strict», la thèse consiste en une étude du projet de développement en utilisant les documents fournis par Calmeadow. En outre, l'étude tente d'incorporer des observations caractérisant Calmeadow en tant qu'«agent de développement», sur la base d'observations, d'analyses documentaires et, évidemment, d'un cadre analytique. Donc, l'étude est à la fois limitée par - et d'une façon, influencée par - cette contrainte empirique et méthodologique. En effet, potentiellement, un tel projet

⁹J'entends par «problèmes de communications» les nombreux raccrochages de téléphone, les mauvais numéros, les «vous n'avez pas la bonne personne» et les «cette personne ne s'occupe pas de ce projet et moi je n'en sais rien».

de développement pourrait être étudié à partir de quatre niveaux: l'ACDI, la Calmeadow, la Prodem et la population cible (du projet comme tel), soit la population pauvre des régions rurales boliviennes. Cependant faire l'étude de la réalité bolivienne demeure impossible, dans la mesure où les fonds ne sont pas disponibles; une étude sur le terrain en Bolivie fut donc écartée pour cette raison. Cependant, la documentation disponible à Calmeadow s'avère être suffisante en terme d'analyse; celle-ci se limitera donc à ce niveau.

La thèse se divise en quatre chapitres. Le premier cherche à cerner la problématique; le deuxième décrit le contexte bolivien et organisationnel canadien; le troisième décrit le projet de développement comme tel; et le quatrième chapitre fait l'analyse théorique du projet en fonction de l'hypothèse proposée.

1.3 THÉORIE

Comme mentionné antérieurement, résoudre le problème de la pauvreté dans les PVDs a nécessairement amené les spécialistes à s'intéresser à la dynamique et à la signification du secteur informel. Un des résultats de cet intérêt est une reconnaissance assez générale de l'idée que les activités informelles peuvent avoir une utilité sociale et économique. Des études sérieuses ont été faites à cet égard, suscitant un nouveau débat au sujet de l'informalité. Aujourd'hui le débat a surtout lieu entre un courant structuraliste (généralement considéré comme étant de gauche) souvent associé à Victor Tokman (Bureau de l'Organisation internationale du travail) et un courant légaliste

(généralement considéré comme étant de droite) fortement influencé par Hernando de Soto (Institut de liberté et démocratie de Lima).¹⁰ Le coeur de ce débat est le problème de la fonction latente du secteur informel; ou, plus explicitement, ce débat pose la question: de quelle façon peut-on se servir du secteur informel pour alléger la pauvreté?

Pour les légalistes, la solution au problème de la pauvreté s'avère être la légalisation des activités informelles, contrairement aux solutions macro-économiques que proposent les structuralistes. Effectivement, des programmes d'ajustement structurel proposés par les légalistes¹¹ ainsi que des solutions macro-économiques (politiques internationales de travail) proposées par les structuralistes furent mis sur pied afin d'alléger les problèmes socio-économiques affectant les PVDs. Cependant, ces deux stratégies, depuis les années 80, n'ont pas eu d'impact majeur en terme de pauvreté, particulièrement pour les femmes.¹²

¹⁰Voir l'ouvrage de Cathy Rakowski «The Informal Sector Debate, Part2: 1984-1993» dans Rakowski (1994).

¹¹Cette affirmation se justifie en termes de la légalisation des activités informelles au Pérou. C'est-à-dire que pour la droite péruvienne, les ajustements structurels consistent en la légalisation des activités informelles, car «They (informels) help reduce imports and indebttness by providing goods an services and constructing necessary infrastructure (housing, markets, transportation systems). In other words, they create wealth - albeit unrecognized officially as such - and represent a genuine path to development.» (Rakowski, 1994:40; de Soto, 1989).

¹²Voir les auteures Rathgeber (1994), Moser (1993), Labrecque (1994) et Sparr (1994).

Dans l'ensemble, les moyens de subsistance des informels sont limités (socialement et économiquement); ceci est dû, entre autres, au manque de crédit, car peu d'entre eux ont accès aux institutions de financement. De ce fait, la situation des informels s'aggrave d'avantage, car tous subissent des restrictions de crédit dues aux réformes financières implantées par le programme d'ajustement structurel. En outre, un nombre toujours grandissant d'individus se retrouve dans le secteur informel et donc ce secteur est en pleine expansion (démographiquement parlant). Ce qui implique qu'il y a plus (qu'auparavant) de compétition dans le secteur informel et les revenus y sont non seulement minimales, mais peuvent être de plus en plus difficiles à maintenir (tout au moins dans certains types d'activités économiques). De ce fait, le secteur informel des PVDs est aujourd'hui affecté par plusieurs variables, notamment celles qui sont nommées ci-dessus, et, vu que les femmes y occupent une place importante, celles-ci sont affectées par ces mêmes variables.¹³

Les conditions socio-économiques difficiles dans lesquelles vivent la majorité des femmes dans les PVDs se sont aggravées dû à leur faible pouvoir d'achat et à la compétition accrue existant dans le secteur informel. Ces conditions économiques et sociales forcent à développer d'autres stratégies plus viables que celles proposées par les structuralistes et les légalistes. Ceci pose la question d'une nouvelle alternative plus sensible à la pauvreté des femmes, question que j'adresse dans la présente thèse. Une telle question s'énonce comme suit: comment peut-on se servir du secteur informel afin d'alléger les

¹³Ce paragraphe est inspiré par diverses idées de Pamela Sparr (1994).

problèmes de pauvreté absolue chez les femmes du Tiers Monde ? Cette question est celle qui orientera la présente étude, question que j'étudierai en considérant le cas spécifique du projet Prodem et de son impact sur la pauvreté absolue des femmes paysannes boliviennes, particulièrement à long terme.

Dans l'ensemble des politiques et théories de développement, les microentreprises, dans les secteurs et formels et informels, sont maintenant souvent proposées comme alternative afin d'atteindre un développement socio-économique plus viable (malgré le fait qu'elles existent depuis longtemps, on ne les considère comme solution au problème de la pauvreté que depuis la dernière décennie). Elles s'avèrent être un moyen d'accélérer l'activité économique et également de rendre plus équitable la distribution des avantages du développement. De plus, les quelques études¹⁴ qui sont disponibles, entre autres, les quelques études qui portent sur «la banque des villageois»¹⁵ au Bangladesh, démontrent qu'en général la microentreprise est une source de revenu importante pour les femmes dans les secteurs ruraux et urbains des PVDs. Par exemple, plus de 70% de 100000 emprunteurs (Berger,1995:201) de la banque des villageois sont des femmes et approximativement 95% de ses bénéficiaires sont effectivement des femmes

¹⁴Je fais référence ici à la liste bibliographique de la présente thèse, surtout aux études de cas que l'on trouve dans les livres de Dignard et Havet (1995) et Levitsky (1989).

¹⁵La «banque des villageois» nous est plus familière sous le nom de Grameen Bank, ce qui veut dire, en bengali, banque des villageois.

(Goetz,1996:79). En conséquence, Pankaj S. Jain¹⁶ affirme que les femmes du Bangladesh ont gagné une réputation internationale grâce à leur excellente performance dans ces microentreprises. De fait, cette réalisation est particulièrement remarquable considérant les contraintes socio-culturelles que ces femmes doivent affronter pour que le capital leur soit accessible.

Les microentreprises sont, selon Ela Bhatt, fondatrice de la «Self Employed Women's Association» (SEWA) en Inde, l'une des seules façons dont les femmes du Tiers Monde peuvent obtenir de l'empowerment¹⁷ afin de minimiser la domination, l'oppression et l'exploitation. Donc, étant donné les divers effets néfastes des politiques macro-économiques et d'ajustements structurels, l'une des idées maîtresses qui sous-tend la présente étude est qu'il est possible et souhaitable d'alléger les problèmes socio-économiques des femmes du Tiers-Monde à l'aide de politiques et de stratégies plus micro; et plus précisément, il peut être fait appel aux micro-réalisations, entre autre, au nouveau développement de la microentreprise.

¹⁶Pankaj S. Jain est auteure de l'article « Managing Credit for the Rural Poor: Lessons from the Grameen Bank» dans World Development (1996).

¹⁷Je mentionne ici le terme empowerment, car ce terme est directement lié à la notion d'équité. En effet, l'empowerment constitue une dimension de l'équité - équité qui s'avère être un élément intéressant pour la présente thèse, car la notion d'équité est souvent abordée lors des questions impliquant les femmes. Par contre, cette notion d'équité ne fait pas directement partie de l'hypothèse.

En résumé, le développement de la microentreprise prétend mener à un développement social et économique général. Ce point de vue mène à des types d'interventions de type micro, interventions qui sont maintenant proposées par diverses organisations de développement, entre autres, par le Bureau de l'Organisation internationale du travail. Cependant, l'idée fondamentale de la microentreprise comme outil de développement ressemble plutôt aux propositions des légalistes, surtout celles de de Soto qui dit que l'économie informelle est une solution créative et spontanée à l'incapacité de l'État de satisfaire les besoins primaires des masses appauvries.

Dans un contexte de subsistance, la microentreprise, jusqu'aujourd'hui, s'avère être la façon la plus courante permettant aux femmes de subvenir à leurs besoins primaires¹⁸. Néanmoins, il existe, selon Irene Tinker¹⁹, deux types de microentreprises et - aussi - deux types de politiques d'aide à ces microentreprises: des microentreprises qui visent avant tout la subsistance et d'autres qui tendent avant tout à augmenter leur productivité; et des politiques d'aide qui ont avant tout des finalités de charité et d'autres qui priorisent le profit et la croissance économique. Selon Tinker (1995), pour ce qui a trait aux

¹⁸Dans la littérature traitant d'informalité, les besoins primaires pour les femmes se réfèrent - chez diverses auteures, entre autre Carolyn Moser - à des besoins liés à l'économie domestique, à savoir des besoins de survie (Villalobos, 1995). Cependant, l'utilisation de ce terme d'économie domestique est simplement comme usage quotidien et non comme usage technique.

¹⁹Irene Tinker est professeure dans les départements de Planification urbaine et rurale et d'Études des femmes à la University of California, Berkeley. Elle est également co-éditrice du livre *Women and World Development* (1976) et éditrice du livre *Persistent Inequalities: Women and World Development* (1990).

microentreprises de femmes, elles sont plutôt la manifestation et la conséquence d'une «économie humaine»²⁰. C'est-à dire que pour les femmes microentrepreneurs la subsistance vient avant la productivité: elle sont plus préoccupées par le bien-être économique de leur unité domestique que par celui de la microentreprise. Donc, les microentreprises de femmes constituent avant tout un moyen de subsistance et non un intérêt entrepreneurial. Iris Villalobos Barahona²¹, explique que:

The main purpose of WMSEs (Women Micro and Small Enterprises) is to satisfy the household subsistence needs as perceived by the women entrepreneurs: the purpose, then, is not the growth as such of WMSEs activities. (Villalobos,1995:151)

Cependant, l'argument présenté par Villalobos est que les organisations qui gèrent des programmes de micro crédit, entre autres les ONG, ne tiennent pas toujours compte du fait que ces microentreprises de femmes ont pour but de satisfaire des besoins de subsistance et non des désirs entrepreneuriaux. Effectivement, selon Jain, les programmes de micro crédit ne sont qu'une réponse à court terme à l'allègement de la pauvreté chez les femmes (paysannes) du Tiers Monde, surtout, lorsque celles-ci doivent

²⁰Ce concept d'«économie humaine» de Tinker est la féminisation du concept d'«économie morale» de James C. Scott. L'idée générale de l'«économie humaine» est que le comportement et les valeurs économiques des femmes comme acteurs économiques sont modifiés par les rôles et fonctions spécifiques de ces dernières. (Dignard et Havet,1995:12)

²¹Iris Villalobos Barahona est ancienne agente de crédit pour l'ONG *Fundación Mujer* (programme de micro crédit pour femmes) située à San José, Costa Rica.

complètement sortir de la sphère domestique. Ceci est l'une des principales idées dont l'on tiendra compte en faisant l'analyse du projet de développement bolivien.

1.4 HYPOTHÈSE

Etant donné l'ensemble des arguments précédents, la thèse aura l'hypothèse suivante: dans le cadre de l'informalité, les projets de microentreprise ayant un «focus» de subsistance s'avèrent être une manière particulièrement efficace d'alléger la pauvreté absolue chez les femmes boliviennes des zones rurales. Nous tenterons de tester cette hypothèse en faisant une étude de cas.

CHAPITRE 2 - LE CONTEXTE

L'histoire bolivienne fut certainement l'une des plus turbulentes et des plus explosives; encore aujourd'hui la situation politique et sociale du pays fait surtout mauvaise presse évoquant des images de barons de drogues et de coups d'état. Néanmoins, ce chapitre n'a pas pour but de faire l'analyse de la situation socio-économique, politique et institutionnelle de la Bolivie, mais d'en avoir une vue générale suffisante pour mieux saisir le contexte dans lequel se situent les microentrepreneurs en zones rurales. En effet, il est important de comprendre ce contexte afin d'expliquer la situation dans laquelle se retrouve aujourd'hui ces microentrepreneurs. Cette description contextuelle rend également plus explicite la raison pour laquelle ce genre de projet de développement est particulièrement pertinent en Bolivie.

En plus d'expliquer le contexte historique et socio-économique de la Bolivie, ce chapitre - dans sa deuxième partie - décrit le contexte organisationnel canadien du projet «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification». Cette description contextuelle souligne l'intérêt particulier qu'ont les organisations canadiennes, l'ACDI et Calmeadow pour ce projet de développement. En effet, cette description démontre comment ce projet de développement est pertinent dans le cadre des politiques de développement.

2.1 CONTEXTE BOLIVIEN

Malgré la perte d'immenses territoires à la suite de diverses guerres, la Bolivie (voir Annexe A) demeure le cinquième plus grand pays de l'Amérique du Sud. Il compte

1,098,581 km² de superficie (la grandeur de la France et de l'Espagne combinées), et se divise en cinq régions géographiques principales, soit l'Altiplano, la région de vallée des hautes terres, les Yungas, le Gran Chaco et le bassin de l'Amazone. Sur 6250000 d'habitants, 60% sont de souche indienne; mais, l'espagnol demeure la langue officielle du pays dépassant de loin les langues indiennes, en particulier l'aymara, le quechua et le guarani.²²

Au plan politique, le pays a connu depuis son indépendance en 1825 une succession de régimes militaires (plus de 185 en 162 ans) qui ont empêché toute tentative d'instauration d'un régime parlementaire stable, à l'exception des gouvernements de 1952 à 1964 (et ceux qui se sont succédés depuis une douzaine d'années). Ces gouvernements dit révolutionnaires réalisèrent d'importantes réformes, entre autres, dans le domaine agraire. La *junte* militaire qui fut au pouvoir en 1964 et les subséquents régimes militaires furent mis en cause par des mouvements populistes et diverses «actions» révolutionnaires dont le chef de la plus connue fut Ernesto Che Guevara (tué dans un combat de guerilla en 1967). Cependant, depuis 1983, des gouvernements légalement élus se sont succédés au pouvoir; ils poursuivent des politiques d'ajustments structurels et de privatisation, de ce fait démantelant dans une large mesure ce que les gouvernements «révolutionnaires» de 1952-64 avaient mis sur pied.

²² Ces informations précises sur la Bolivie décrites dans le paragraphe précédent furent recueillis du dictionnaire Petit Robert II, sous la direction d'Alain Rey (édition 1991) et l'État du Monde (édition 1995).

En dépit de richesses minières (surtout argent et étain) et en pétrole qui constituent les principales ressources du pays, l'économie est restée jusqu'à aujourd'hui affectée par des difficultés de transport et un manque d'industries de transformation. De plus, la Bolivie - qui avec le Pérou et la Colombie, détient une place importante dans la production de la coca - a une très faible production agricole d'exportation (cultures vivrières et tropicales: riz, agrumes, canne à sucre, café, coton, caoutchouc, élevage d'ovins, bovins, caprins, alpagas, vigognes). De ce fait, l'État bolivien n'a souvent pu d'équilibrer son budget qu'avec l'aide de subventions des É.-U..

Dans les années 1950, près des trois quarts de la population était rurale et vivait sur l'Altiplano, un plateau dans la cordillère des Andes qui est depuis des siècles le centre des cultures indiennes quechua et aymara, et cela dans des conditions d'extrême pauvreté. Malgré la Réforme Agraire du gouvernement de Paz Estenssoro en 1953 - consistant en une «redistribution aux paysans» des terres nationalisées et malgré la politique de colonisation de la plaine amazonienne (surtout le Département de Santa Cruz) à l'ouest du pays à partir des années 1960, le secteur rural est resté largement ignoré. L'Altiplano occupait pourtant un rôle majeur en termes de main d'oeuvre de réserve et fournissait à très bas prix plus de 70% des denrées alimentaires du pays, denrées consommées par une population urbaine en pleine croissance (Birbuet et Cornacchia, 1996:205).

Dans l'état actuel des choses, la Bolivie s'avère être le pays le plus pauvre du continent après Haïti et la Guyane, et est confronté à une crise sociale et économique très grave. En particulier, les migrations rurales-urbaines de la région de l'Altiplano ont eu, depuis les années 1980, un impact énorme sur la situation dans laquelle se retrouve le pays.²³

De ce fait,

[t]he present government claims to be deeply concerned about living conditions in rural areas and the ever-expanding barrios encircling most Bolivian cities. The government attributes its present lack of activity to the economic crisis, that is, scarcity of cash resources for investment in small-scale development planning. (Benton, 1993:232-233)

En gros, ces problèmes socio-économiques boliviens sont le résultat des réformes macro économiques et des programmes d'ajustement structurel mis sur pied afin de diminuer la dette extérieure bolivienne. Ces solutions ont été efficaces à court terme, mais ont créé une crise économique profonde qui se sent dans tous les secteurs de l'économie bolivienne: ainsi, par exemple, la Bolivie, en 1985, a connu une hyperinflation de 24, 000% (Calmeadow, n.d.:6). En conséquence, le gouvernement, afin de baisser le taux d'inflation, instaura des programmes d'ajustements structurels²⁴, programmes qui ont eu

²³ La Bolivie subit les conséquences de l'exode rural de l'Altiplano, exode dû surtout à l'importante sécheresse de 1983-84 et aux coupures budgétaires gouvernementales qui forcèrent les mineurs à aller trouver des emplois (formels ou informels) dans les villes.

²⁴ En effet, la prise de pouvoir à La Paz le 6 août 1993, de Gonzalo Sanchez de Lozada, industriel et leader du mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR, centre droit), s'est traduit sur le plan économique, par une relance du plan d'ajustement structurel. (État du monde, 19

d'énormes coûts sociaux: bien des Boliviens se sont retrouvés sans emplois dû à des coupures dans les budgets gouvernementaux. Une grosse partie de ces coupures ont eu lieu dans les régions minières de l'Altiplano - région où se trouvait la majorité de la population et la majorité des emplois formels (en particulier dans les mines). En somme,

[u]nemployment has increased as a result of the privatization of government operations and of the hard times experienced by the mining industry. This has swelled the ranks of the self-employed increasing the size of the informal sector. According to an am market study conducted by Prodem, it is estimated that 60% of the economically active urban population of Bolivia and as much as 90% of the rural population is employed in the informal sector. The Instituto Nacional de Estadísticas (INE) estimated that there are 2.9 million economically active people, of which more than half work in the informal sector. These figures would mean that 5.2 million Bolivians (including minors) depend on income derived from the informal sector in a population close to 7.5 million. (Calmeadow, p.6, n.d.)

En somme, la situation sociale de la population bolivienne est fort difficile, surtout dans les zones rurales, où habitent 42.5% de celle-ci. Ce qui aggrave encore le problème est que les services pour améliorer ses conditions socioéconomiques sont fort insuffisants. Le tableau suivant nous montre que le secteur rural, comparé au secteur urbain, est particulièrement défavorisé en ce sens.

Tableau 1

INDICATEURS SOCIO ÉCONOMIQUES POUR LA BOLIVIE		
INDICATEUR	ZONES URBAINES	ZONES RURALES
Densité de population (habitants/km ²)	5.8	4.2
Mortalité infantile (pers/1,000 habitants)	83	120
Accès à l'eau potable (% de la population)	84.2	23.8
Accès à la sanitation (% de la population)	92.8	17.4
Analphabétisme (% de la population n'étant pas scolarisée)	8.9	36.5
Électricité (% de la population)	87	26.0
Espérance de vie (années)	n/a	54.5
Nombre de personnes par maisonnée	4.5	4.5

Source: INE, 1994 dans Calmeadow, février 1997 (np)

Selon la IADF (International Agricultural Development Fund), 97% de la population rurale de la Bolivie vit sous le seuil de pauvreté. Cinquante-huit pourcent sont classifiés comme étant extrêmement pauvres ou incapables d'obtenir les denrées nécessaires à leur subsistance. Ce sont les populations indigènes quechua, aymara et guarani qui sont les plus affectées.

Quarante-sept pourcent de la population dans les régions rurales ont moins de 15 ans, ce qui est plus élevé que dans les régions urbaines (41%). Soixante-dix pourcent des enfants des régions rurales quittent l'école durant la 1^e année de leur scolarisation; seulement 1.4% des élèves finissent l'école secondaire et seulement 0.7% des étudiants.es obtiendront un diplôme de l'école secondaire. Soixante-dix pourcent des analphabètes en Bolivie habitent les régions rurales. L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes vivant en régions rurales (49.9%) qu'en régions urbaines (13%)²⁵.

D'autre part, les femmes subissent de plein fouet les énormes répercussions de la crise économique bolivienne des années 1980: les épouses des travailleurs chassés des mines de l'Altiplano et les paysannes qui ont perdu leurs terres dû à la sécheresse des années 1983-84 n'ont eu d'autre choix que de transférer leurs tâches domestiques au secteur informel afin de balancer le budget familial.

Parrallèlement, beaucoup de travailleurs chassés des mines déficitaires de l'Altiplano en 1993, ont dû se recycler dans la culture de la coca, culture qui est restée un secteur essentiel de l'économie malgré le maintien d'un plan de lutte et d'éradication. Ce plan a

²⁵ Les statistiques des deux paragraphes précédents sont tirées de l'étude d'impact du projet intitulée «Prodem Credit in Rural Subsector Markets: A Longitudinal Impact Study», étude «opérationnalisée» par Calmeadow (année de rédaction: 1995).

été mal accueilli par les paysans de la région du Chapare²⁶, près de Cochabamba, créant, en conséquence, un problème interne des plus sérieux (État du Monde, 1995:446).

De ce fait, il est essentiel, pour comprendre la situation bolivienne actuelle, de souligner l'importance qu'a la feuille de coca dans la vie des paysans indiens de Bolivie et d'Amérique du Sud - importance qui est rarement prise en considération par l'État ou les ONG lorsqu'il s'agit d'établir ou d'abolir des politiques ou des projets de développement affectant les zones rurales du pays. «Dans des sociétés comme le Pérou et la Bolivie, où des critères raciaux imprègnent la vie quotidienne, ceux qui utilisent la coca reconnaissent entre eux des liens de solidarité face au monde métis qui les discrimine.» (Brackelaire, 1992:675) En d'autres termes, attaquer l'usage de la coca consiste dans un sens à ébranler les bases de la culture indienne (voire andine) et de la solidarité paysanne. Le problème se pose et la situation devient plus complexe lorsque dans un contexte économique de crise profonde, les paysans voient s'ouvrir un marché inespéré pour écouler une partie importante de la production de leur plante «sacrée». Même s'ils n'approuvent pas l'usage qui est fait de la production commercialisée, les paysans n'ont pas d'autre alternative que de participer à cette commercialisation, car pour eux il s'agit d'une contribution essentielle à leur économie de subsistance.

²⁶Le Chapare est une région où l'on cultive la feuille de coca de façon intensive. La coca du Chapare contient plus d'alcaloïde cocaïne et est surtout destinée au narcotrafic.

Bien des auteurs ont établi des liens entre les problèmes socio-économiques boliviens, les maintes dictatures et le nombre incroyable de coups d'états du pays (près de 200 en environ 170 ans d'indépendance politique). Cette histoire de dictatures, de coups d'états et de pauvreté a sans aucun doute contribué à sensibiliser l'opinion publique internationale, ce qui a favorisé - entre autres - le financement de nombreuses ONG locales. Donc, l'instabilité constante des gouvernements au pouvoir s'est avérée finalement favorable à l'implantation d'ONG. En somme, l'importance des ONG en Bolivie, y inclus celles de femmes (ONG créées pour/par des femmes), s'explique par le contexte socio-économique du pays. Dans son texte «The Role of Women's Organisations and Groups in Community Development: A Case Study of Bolivia», Jane Benton nous explique:

[d]ue to the country's grave economic situation, NGOs are obliged to operate in a vacuum, attempting to satisfy the often-desperate needs of people suffering as a result of circumstances - such as the economic recession and the collapse of the tin market - totally beyond their control and comprehension. While the central government presents no challenge and places few impediments in the way of NGOs, state development corporations, severely handicapped by lack of funds and faced by formidable gaps and deficiencies in the provision of housing, health facilities, sanitation, education etc., openly welcome opportunities to collaborate with national NGOs and international organisations... (Benton,1993:231-232)

A partir de 1981, avec la fin de la dictature très dure du général Garcia Mesa et à la suite de l'importante sécheresse de 1983-1984, les ONG se sont multipliées pour constituer un mouvement de plus de 400 organisations captant près de 180 millions de dollars auprès de sources extérieures à la fin de l'année 1992 (Birbuet et Cornacchia, p.205,1996).

Simultanément, depuis le début des années 1980, le nombre d'organisations de base «grassroots» de femmes est en pleine croissance.

Ces ONG concentrent surtout leurs programmes d'aide sur la disponibilité de crédit pour les pauvres; en effet, le crédit est identifié comme étant un instrument efficace pour permettre aux populations marginalisées d'augmenter leurs revenus. Donc, le micro crédit est devenu le «moyen de développement par excellence» des projets de développement en Bolivie²⁷. En outre, les femmes sont impliquées de plus en plus dans ces projets de micro crédit, soit comme intervenantes ou microentrepreneures. De ce fait, le débat afin de déterminer si les programmes de micro crédit sont avantageux ou non pour les femmes se pose avec une grande acuité dans le pays. En d'autres mots, les microentrepreneures du secteur rural bolivien sont-elles les vraies bénéficiaires des programmes de micro financement?

Marguerite Berger considère que les programmes de micro crédit des ONG, en général, ont été capables d'intégrer les femmes, tandis que les programmes de micro crédit gouvernementaux ont, au contraire, été incapables de le faire. Elle affirme que:

²⁷ J'appuie cette affirmation sur Gustavo Birbuet et Silvia Cornacchia qui disent dans leur *Les ONG spécialisées dans le financement rural en Bolivie: l'expérience de l'ANED* que «sur la base de la croissance des dernières années, les projections réalisées par les différentes institutions font part d'ici 1997 d'un public d'emprunteurs de plus de 140000 personnes et d'un montant total de crédit dépassant les 35 millions de dollars en Bolivie». (Birbuet et Cornacchia p.205,1996).

[c]ontrary to the experience of a majority of government credit programs, many NGOs have an excellent track record in incorporating women into their programs designed to assist microenterprises: it is not uncommon to find that they make up more than half of the beneficiaries of these programs. ...Thus, NGO programs to microenterprises have often been successful in reaching women. (Berger, p201, 1995)

Dans l'ensemble, les projets de micro crédit en Bolivie sont très populaires. Cependant, (1) dans un contexte de baisse de l'aide extérieure à la Bolivie, les projets de micro financement mis sur pied par les ONG ne suffisent pas pour financer la croissance prévue (du nombre de projets de micro crédit). Et en outre, (2) dans la plupart des organisations, il existe une volonté institutionnelle d'atteindre l'autonomie financière des institutions de micro financement à plus ou moins court terme. Ainsi le projet «Prodem:Institutional Strengthening and Diversification» a pour but de donner à la Prodem une autonomie financière et organisationnelle d'ici l'année 1998 (le projet débuta en 1993). On verra, dans les deux prochains chapitres, si l'institutionnalisation financière et organisationnelle de la Prodem est favorable ou non aux (femmes) microentrepreneures des régions rurales du pays. Il faut noter que ce projet n'est pas un projet spécifiquement pour femmes, mais il implique en majorité des femmes.

Avant de répondre aux questions spécifiques posées dans les paragraphes précédents, le texte décrira le contexte organisationnel canadien - contexte qui explique les intérêts particuliers qu'ont l'agence principale de financement, l'ACDI, et l'organisation

responsable de l'opérationnalisation du projet, l'ONG Calmeadow, pour ce projet de développement.

2.2 CONTEXTE ORGANISATIONNEL CANADIEN

2.2.1 L'ACDI

L'ACDI est l'organisme fédéral de qui relève l'administration de la plus grande partie du programme d'aide canadien. Son mandat officiel consiste à appuyer le développement durable dans le but de réduire la pauvreté et de contribuer à l'édification d'un monde plus sûr, plus équitable et plus prospère.

L'engagement de l'ACDI en faveur de la cause des femmes découle du fait que les projets de développement «antérieurement» financés par l'Agence n'apportaient pas aux femmes un soutien qui tenait compte de leurs multiples rôles - rôles qui en réalité pourraient faire une contribution essentielle au développement durable. La raison en est que les organisations de développement et les gouvernements n'avaient pas bien saisi (et/ou ne voulaient pas saisir) l'ampleur et la diversité des activités exercées par les femmes. L'ACDI tente d'expliquer cette ignorance par l'inégalité entre les sexes. Ainsi, afin d'améliorer ses programmes de développement, l'ACDI choisit d'accroître la participation des femmes au développement en mettant l'accent sur l'égalité des sexes. L'ACDI estime que tant que subsisteront des écarts entre les hommes et les femmes, les femmes ne pourront participer pleinement au développement. Pour l'ACDI, le

développement durable, dimension importante de son mandat, ne pourra devenir une réalité sans intégrer les femmes au développement.

C'est en 1984 que l'ACDI a élaboré sa première politique en matière d'IFD (intégration de la femme au développement) et, en 1986, elle a énoncé dans un plan d'action ses buts et objectifs d'intégration de la femme à chacun des projets qui ont été planifiés et mis en oeuvre dans le monde entier. Au début de 1995, une politique, révisée et mise à jour, d'intégration de la femme au développement et d'égalité des sexes a été approuvée (IFD révisée pour devenir GED). Issue de la politique d'IFD de 1984, la politique GED actuelle favorise l'égalité des sexes et l'acquisition de l'autonomie par les femmes. Elle découle directement des priorités de l'Agence sur le plan du développement; il s'agit donc d'une politique à multiples facettes.

En général, les politiques de développement et femmes à l'ACDI depuis les 20 dernières années traitent de: (1) la participation des femmes à la prise de décision dans les sphères économique, politique, sociale et environnementale; (2) la situation économique des femmes, leur état de santé, leur niveau d'instruction et le respect de leurs droits; (3) les activités axées sur l'élimination de la discrimination envers les femmes; et (4) les rapports hommes-femmes dans le contexte du développement (ACDI, n.-d.:3-4). Bref, l'ACDI s'intéresse aux projets de développement qui améliorent (directement ou indirectement) le statut des femmes.

Vu que 72% des bénéficiaires du projet Prodem - projet proposé par Calmeadow à l'ACDI - seront des femmes²⁸, l'ACDI a approuvé le projet et l'a financé dans le cadre de sa politique d'IFD - politique en vigueur durant l'année de l'approbation du projet (1993). Selon le sommaire du projet fait par l'ACDI,

72% of beneficiaries of the project will be women, by virtue of the fact that they form the largest proportion of micro-entrepreneurs. The project methodologies and delivery strategies are consistent with the needs of the target group and have in the past proven accessible and viable to women. Every effort will be made to maintain this proportion in designing new services in new localities. (L'ACDI, p.1, 1996)

Bien que je ne vais pas étudier l'impact de l'ACDI sur mon objet d'étude, il me semble que nous ne pouvons pas nier qu'en général les politiques de l'ACDI ont des conséquences pour les ONGS tel que la Calmeadow. Ainsi, il faut noter que la politique IFD de l'ACDI était à la veille de s'écrouler pour devenir la politique GED durant les années débutantes du projet d'étude en question, le projet Prodem. C'est-à-dire que nous ne pouvons pas ignorer que la politique IFD de l'ACDI, par l'entremise de ce projet, pourrait avoir des répercussions sur les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes.

²⁸ D'une population cible de 19, 000 boliviens, jusqu'à date 13,300 sont des femmes et 5 sont des hommes selon le sommaire de projet IFD: *Calmeadow -Prodem Transformation de l'ACDI* (23 octobre, 1996).

2.2.2 CALMEADOW

Calmeadow est une ONG canadienne à but non lucratif fondée à Toronto en 1983 par les gens d'affaires Martin Connell et Linda Haynes. Calmeadow est propriétaire de deux caisses de prêts au Canada, fait des investissements ainsi que du travail de consultant au niveau international. C'est avec l'appui financier de l'ACDI que Calmeadow fournit des services de consultation aux organisations affiliées dans les PVDs.

Calmeadow appuie des projets de microentreprises non seulement en Bolivie, mais en Colombie, au Kenya, en Afrique du Sud, au Bangladesh, aux Philippines ainsi qu'au Canada. C'est en facilitant l'accès au crédit et aux services d'épargne que Calmeadow tente de venir en aide aux microentrepreneurs. En empruntant le modèle de micro crédit solidaire - modèle promu par excellence par la banque des villageois du Bangladesh - Calmeadow vient en aide aux plus pauvres de la population active, les microentrepreneurs.

Calmeadow s'engage à travailler avec des organisations locales afin qu'elles deviennent autonomes sur le plan commercial. C'est-à-dire que Calmeadow s'est engagée à collaborer jusqu'en 1998 avec la Prodem, une ONG bolivienne qui promeut le développement des microentreprises. Les objectifs de Calmeadow sont, d'abord, de rendre la Prodem financièrement et organisationnellement autonome, et ensuite de la rendre plus visible et plus accessible aux microentrepreneurs, surtout femmes, qui ne peuvent accéder au crédit dans les systèmes bancaires formels.

CHAPITRE 3 - LE PROJET

Le présent chapitre décrit le projet «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification»; cette description s'appuie sur les documents d'analyse tels les rapports mensuels, annuels et l'étude d'impact de l'ONG canadienne Calmeadow. Ces documents comprennent les données de première main recueillies par la Prodem dans le cadre d'un travail de terrain réalisé en Bolivie.

En traitant de la Prodem, ce chapitre étudie (1) pourquoi ce projet tente d'améliorer les opportunités dans le secteur des microentreprises, (2) comment il prévoit contribuer à l'allégement de la pauvreté des microentrepreneurs des zones rurales boliviennes et surtout (3) pourquoi ce projet est pertinent dans le cadre de l'ensemble des politiques de développement affectant les programmes de micro crédit rural (et les projets ultérieurs de micro crédit).

Il est important de spécifier que ce chapitre descriptif est uniquement la perception de Calmeadow. Je ne prétends donc pas étudier la réalité des microentrepreneurs des zones rurales boliviennes, mais plutôt la réalité de ces derniers comme la perçoit Calmeadow. En d'autres termes, la présente étude n'est pas une étude «grassroots». Cependant, cette description est nécessaire dans la mesure où, afin d'analyser certaines composantes du projet, entre autres, l'étude d'impact, (analyse qui se fera dans le quatrième chapitre) je dois explicitement les décrire.

3.1 Historique de la Prodem

Calmeadow supporte la Prodem dans ses activités de renforcement institutionnel, de recherche et de développement depuis 1988. Le mandat du projet spécifique qui est étudié dans le cadre de la présente étude s'est développé à partir de la collaboration entre ces deux ONGs. Ce projet de développement fut réalisé afin d'adresser les intérêts de la Prodem - intérêts soulignés dans la citation suivante.

Selon Calmeadow:

[t]his study was developed specifically to address Prodem's current focus on: diversifying urban micro-credit into sustainable micro finance in rural and secondary cities; and the development of new financial services for the informal sector in these areas. (Calmeadow, p.6, 1995)

La Prodem, *Fundación para la Promoción y el Desarrollo de la Microempresa* (Foundation for Microenterprise Development) fut fondée en 1986 par un homme d'affaires du pays et *Accion International*²⁹, une ONG privée. Elle a comme objectif d'apporter du soutien au secteur de la microentreprise ainsi que d'améliorer la qualité de vie des microentrepreneurs boliviens³⁰. Depuis 1987, la Prodem a surtout réalisé des activités de

²⁹ Dans leur livre *Balancing the Double Day: Women as Managers of Microenterprises* Chebair et Reichmann décrivent Accion International comme ceci: «Founded in 1961, Accion International is a private, non-profit organization supporting microenterprise development with credit, savings and business training services in 14 countries of North and Latin America.» (Chebair et Reichmann, p.ix, 1995)

³⁰ Les petits commerçants constituent, en principe, le gros de la clientèle de la Prodem - clientèle qui profite des services de prêts qui leur est disponible à travers la méthode du micro crédit solidaire. En effet, Chebair et Reichmann confirment que: «Its

micro financement. Ces activités, utilisant la méthode du micro crédit solidaire, débutèrent dans la région urbaine de La Paz. Mais, dès 1992, la Prodem avait déjà des bureaux de micro crédit dans les régions de La Paz/ El Alto, Santa Cruz et Cochabamba, bureaux qui accordèrent plus de 72 000 emprunts à 22 000 microentreprises, rendant la Prodem l'un des plus gros et des plus fructueux programmes de micro crédit urbain en Amérique latine. En 1993, jusqu'à 77% des clients.es de la Prodem étaient des femmes³¹.

Dès 1988, la Prodem considérait que son statut d'ONG limitait sa capacité d'expansion. Elle était dépendante de ressources venant de l'extérieur et vu qu'elle ne pouvait pas augmenter son capital d'emprunts, elle ne pouvait donc pas satisfaire les demandes (de crédit) de ses clients.es potentiels.elles. Selon l'étude d'impact de Calmeadow:

[r]emarkable growth and outreach in Prodem's first few years led to international attention and the realisation that Prodem's status as a non-governmental organisation was a barrier to further growth and outreach. (Calmeadow, p.6, 1997b)

clients are owners of very small scale businesses who work in production, commerce, and other services, with commerce the strongest sector. The main service offered by Prodem is credit, provided exclusively through the solidarity group lending method which provides short-term working capital loans for productive activities». (Chebair, p.65, 1995)

³¹ Les chiffres dans le paragraphe précédent sont tirés de l'*Inception Report* de Calmeadow (1993).

En conséquence, en 1989, la Prodem jugea bon d'établir une banque commerciale consacrée au secteur informel. Les membres du comité d'administration de la Prodem, avec l'aide de Calmeadow et Acción International créèrent *BANCOSOLIDARIO* (BANCOSOL). Bancosol reçut l'approbation du super-intendant des banques boliviennes en Octobre 1991 et débuta sa gestion en février 1992 avec un capital de base de 1,920,000\$ (US).

Bancosol voulait, entre autres, démontrer au secteur financier du pays que les travailleurs autonomes (informels) représentent une opportunité de commerce et non une masse de gens qui ne peuvent pas fournir de collatéral. Etant donné que la Prodem avait déjà développé avec succès une méthodologie pour les emprunts dans le contexte urbain, (succès mesuré par l'augmentation de la clientèle et par les taux de remboursements), le défi de Bancosol était d'utiliser cette même méthodologie pour satisfaire les innombrables demandes de crédit venant du secteur informel urbain en expansion. La citation suivante explique plus clairement l'arrangement entre la Prodem et Bancosol:

[u]sing the credit methodology that Prodem had successfully developed, BANCOSOL began operating in 1992 in three urban centers (LaPaz, El Alto and Santa Cruz) with base capital totalling \$US 1.92 million. These three offices were sold by Prodem to Bancosol by virtue of an agreement between the two entities, through which Prodem would acquire shares from Bancosol equivalent to the book value of the assets that were transferred. In 1994, Prodem held about one third of Bancosol's shares. (Calmeadow, p.7, 1995)

Les bureaux de la Prodem dans les régions urbaines de La Paz/ El Alto et Santa Cruz furent transférés à Bancosol durant l'année 1992. Par la suite, le bureau de Cochabamba

fut transféré à Bancosol en mars 1993. La Prodem reçut une combinaison de parts et de capital pour ces biens, mais comme institution, la Prodem ne fut cependant pas écartée.

Il y a deux raisons pour lesquelles, suite à la naissance de Bancosol, le Comité administratif de la Prodem a choisi de ne pas éliminer celle-ci comme institution. D'une part, le Comité a vu la nécessité de développer un programme de micro-crédit pour les populations rurales de la Bolivie, et la Prodem était en mesure de mettre en oeuvre ce genre de programme. D'autre part, il était important de garder la Prodem comme institution afin de réaliser d'autres projets de développement supportant le secteur informel (ex. plan d'assurance maladie et prêts hypothécaires). Le projet «Prodem» s'est donc développé à partir de ces circonstances.

3.2 Objectifs, buts explicites, intrants et extrants

Selon Calmeadow et, en principe, l'objectif du projet Prodem, est de supporter la Prodem afin qu'elle développe sa capacité institutionnelle pour ensuite mettre au point de nouvelles méthodes de prêts (lending methodology) pour les régions rurales et d'apporter, en tant qu'institution, d'autres services financiers au secteur informel rural. Si, au cours de ce projet de développement, la Prodem développe de nouvelles méthodes de prêts et d'emprunts qui se montrent viables, elle vendra ces bureaux à Bancosol. Mais, la Prodem doit aussi recevoir des dividendes importants de Bancosol à la fin du projet (1998/1999). Ces ventes et ces dividendes vont fournir des fonds pour plus de recherche dans le

développement, une contribution importante à l'autonomie de la Prodem (au niveau de sa soutenabilité).

Les objectifs du projet, tels que définis dans le document de Calmeadow «Inception Report» et préparé en novembre 1993, sont d'améliorer les opportunités de revenus à l'intérieur du secteur de la microentreprise en Bolivie, et ce afin d'améliorer la qualité de vie de la population active la plus pauvre.³²

L'«Inception Report» définit également les buts explicites du projet: (1) développer des programmes de micro crédit dans les régions rurales et dans les villes d'envergure moyenne de la Bolivie et (2) développer d'autres services financiers pour le secteur informel. En plus, il a aussi comme but d'aider la Prodem à être viable à long terme.³³

Les intrants du projet sont définis dans l'Inception Report: l'ACDI contribue un total de 4\$ million sur une période de six ans. Ce montant (1) financera les coûts des consultants afin de développer davantage le programme de la Prodem et de diriger l'étude d'impact - étude

³² L'Inception Report dit: «The project goal is to improve the income opportunities within Bolivia's micro enterprise sector in order to improve the quality of life among the poorest of the economically active population.» (Calmeadow, p.9, 1993)

³³ L'Inception Report dit: «The purpose of this project is to support Prodem in its efforts to diversify away from urban micro-credit into a) sustainable rural and secondary city micro-credit and b) new financial services for the informal sector. The project also aims to assist Prodem in developing a long term plan for sustainability.» (Calmeadow, p.9, 1993)

qui doit être utilisée pour des programmes ultérieurs; (2) payera les coûts d'infrastructure tels que les véhicules et l'équipement pour les sites ruraux et les villes d'envergure moyenne (3) fournira des fonds pour la recherche afin de préparer le personnel et les clients.es de la Prodem, et de trouver de nouvelles méthodes d'octroi des prêts; (4) financera les coûts du personnel et les coûts d'opérationnalisation des programmes de soutien au niveau local dans chacun des nouveaux sites ruraux - programmes qui seront supervisés du bureau central de la Prodem à La Paz ; (5) payera le soutien administratif pour évaluer l'état du programme de la Prodem et de Calmeadow (interne); et (6) financera une évaluation finale du projet, étude qui sera utilisée par Calmeadow et la Prodem afin d'améliorer leur programmation et leur coopération institutionnelle.³⁴

Les extrants sont également définis dans l'Inception Report, le projet aura comme résultat: que le micro crédit sera étendu aux villes d'envergure moyenne; que de nouvelles méthodes seront développées et copiées dans les régions rurales du pays; que de

³⁴ L'Inception Report dit: «The project duration will be six years. A total of 4\$ million will be contributed by CIDA and will be used to provide the following: 1) Technical Assistance: consisting of local and Canadian consultants (including Calmeadow) in technical fields required to develop Prodem's programs and to conduct baseline and impact research that will be used to improve existing programs and to develop the new ones. 2) Investments: consisting of physical and communications infrastructure, vehicles and equipment to operate the new urban and rural sites. 3) Training and Research Funds: to train Prodem staff and clients and to investigate new methodologies. 4) Local Program Support: consisting of staff and operational costs to implement the lending programs in each of the new sites and to supervise them from Prodem headquarters in LaPaz. 5) Project Administrative Support: to administer, report and monitor the program internally by Prodem and Calmeadow. 6) A Final Project Evaluation: that will be used by Prodem and Calmeadow to improve their programming and their institutional cooperation.» (Calmeadow, 1993)

nouvelles méthodes de prêts «rurales» seront développées de façon durable et offertes partout dans le pays; que deux nouveaux services financiers (un plan d'assurance maladie et un plan hypothécaire) seront étudiés, développés et offerts partout en Bolivie si la demande est élevée et que ces services peuvent être offerts de façon durable; que des services d'épargne soient développées dans les régions rurales de la Prodem si celle-ci obtient l'approbation de prendre des dépôts; que les effets du projet Prodem seront analysés dans une étude d'impact ; et que la Prodem développera pleinement sa capacité institutionnelle et en partie son autonomie financière.³⁵

3.3 Gestion et organisation

Pour ce qui est de la gestion de ce projet de développement, les trois organismes à savoir l'ACDI, Calmeadow et la Prodem en sont tous responsables. Cependant, leurs responsabilités varient.

L'ACDI est responsable de gérer la participation canadienne du projet. Une équipe de l'ACDI aura la responsabilité de préparer les documents d'approbation, signer l'accord de

³⁵ L'Inception Report dit: «The project will result in: a)Prodem's urban lending program will be replicated on a sustainable basis in new secondary cities. b)New rural lending methodologies be developed on a sustainable basis and offered widely throughout Bolivia. c)New financial services, such as health insurances scheme or a housing loan program, will be researched and offered widely if the demand appears to be strong and if they can be offered on a sustainable basis. d)Voluntary Savings Services will be developed for the rural areas if Prodem is given the powers to take deposits. e)The effects of Prodem programs will be measured through an impact study. f)Prodem will have developed fully its institutional capacity and should have achieved financial self-sufficiency.» (Calmeadow, p.9, 1993)

contribution et participer aux évaluations annuelles (lorsque nécessaire). L'équipe comme telle sera représentée par un «PTL» (Project Team Leader) et c'est le PTL qui sera chargé de communiquer avec Calmeadow afin de gérer les rapports financiers du projet. Ce «PTL» sera également responsable de la rédaction du rapport final du projet durant la dernière année du projet. L'ACDI et le gouvernement du Canada seront représentés par l'ambassade canadienne à Lima (Pérou) en ce qui concerne les questions reliées au projet. Les responsabilités pourront être léguées aux représentants de l'ACDI, bureau de l'ambassade canadienne à La Paz.

Calmeadow doit établir les liaisons entre la Prodem et l'ACDI et est l'organisme responsable des mises à jour du projet pour l'ACDI au Canada. Pour cette raison, un.e agent.e de projet sera nommé.e au Canada afin d'établir ces liaisons. Calmeadow est donc l'organisation canadienne responsable de mettre le projet en oeuvre. Les responsabilités de gestion de Calmeadow impliquent : superviser la réalisation du projet (avec quelques visites sur les lieux en Bolivie), faire les demandes de fonds nécessaires à l'ACDI ainsi que d'en faire les déboursements à la Prodem et rédiger les rapports de progrès du projet pour l'ACDI. Donc Calmeadow est entièrement responsable de la mise en oeuvre et de coordination de l'étude d'impact.

Le personnel de l'équipe senior de la Prodem est responsable de communiquer avec Calmeadow. Cette équipe, à La Paz, est responsable de gérer et d'administrer les activités du projet en Bolivie. Le Directeur général de la Prodem est responsable d'établir

les liaisons entre Calmeadow et Bancosol, de superviser chacun des nouveaux bureaux urbains (villes d'envergure moyenne) et ruraux, ainsi que d'assurer les changements demandés par l'ACDI et Calmeadow.³⁶

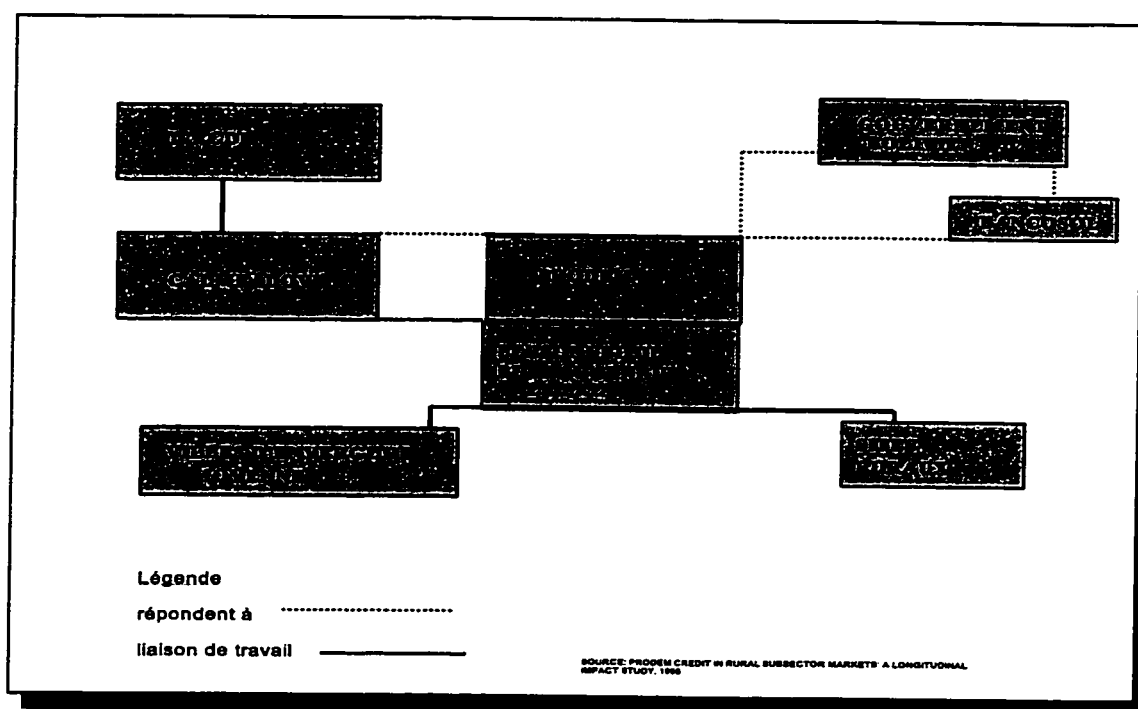
La charte organisationnelle qui suit identifie les organismes impliqués (directement ou indirectement) dans le projet ainsi que les liens de communication entre eux.

³⁶ L'Inception Report dit: «CIDA will manage Canada's contribution to the project through a Project Management Team whose Project Team Leader will liaise with Calmeadow and will monitor the project through its narrative and financial reports, through periodic project visits and through communications with Calmeadow and the Canadian Embassy's office in La Paz. The PTL will also manage an end-of-project evaluation in the last year of the project.

CALMEADOW will manage the project from Canada and will report to CIDA. For this purpose will appoint a project officer based in Canada who will liaise with CIDA and PRODEM and will manage Calmeadow's responsibilities in this project including reporting to CIDA and conducting project review visits from time to time.

PRODEM's head offices staff in La Paz will manage and administer activities in Bolivia and will report to Calmeadow. The Executive Director of Prodem will be responsible for liaison with Calmeadow and Bancosol, for supervision of each of the new urban and rural offices and for ensuring the delivery of all outputs required by CIDA and Calmeadow for this project.» (Calmeadow, p.10, 1993)

TABLEAU 2
CHARTRE ORGANISATIONNELLE



3.4 Étude d'impact

Afin d'aider à ce que ce nouveau programme de micro crédit rural soit durable, une étude d'impact, pour une période de 5 ans, doit être faite. Calmeadow est responsable de l'avant-plan, de la mise en oeuvre de cette étude et de rapporter à l'organisme financier (donc l'ACDI) les mises à jour de celle-ci. La Prodem est impliquée dans l'avant-plan, la mise à l'oeuvre et l'analyse de l'étude d'impact, mais est surtout responsable d'organiser et de coordonner la recherche sur le terrain, entre autre, elle est responsable de la collecte de données (entrevues, sondages, et autres contributions au travail empirique). Ainsi, la «Prodem Credit in Rural Subsector Markets: A Longitudinal Impact Study» sous la direction de Calmeadow et en collaboration avec la Prodem, fut préparée en 1995 et décrit (1) la méthodologie et (2) les quelques résultats du projet.

De fait, les résultats de l'étude d'impact ne sont pas tous disponibles présentement (mi-1997). La raison en est que le projet se termine en 1998 et que les résultats n'ont pas tous été recueillis jusqu'à présent. Toutefois, ces résultats ne sont pas nécessairement d'une importance primordiale pour la présente thèse, car mon analyse se limitera dans une large mesure à la méthodologie de l'étude d'impact. En d'autres mots, j'ai considéré comme important pour la présente thèse surtout le cadre d'analyse utilisé lors de l'étude des programmes de micro crédit rural de la Prodem, et moins les résultats en soi de cette étude. C'est-à-dire que le choix des variables de Calmeadow est ce qui m'a surtout intéressé pour mon analyse, analyse de nature avant tout qualitative plutôt que

quantitative. Mais, évidemment, ceci ne veut pas dire que j'ai ignoré les quelques résultats qui sont disponibles et effectivement pertinents à la présente étude.

La section suivante décrit donc brièvement les composantes de l'étude d'impact les plus pertinentes pour le présent travail.

3.4.1 Cadre d'analyse

Le cadre d'analyse de l'étude tient compte des variables suivantes: les impacts du programme de micro crédit rural sur (1) la microentreprise, (2) le ménage et (3) le marché rural. Ces variables sont mesurées selon des indicateurs économiques, indicateurs recueillis durant la collecte de données. (voir Annexe C)

Les impacts sur le marché rural portent essentiellement des secteurs du soya à Mineros et du café à Caranavi: ils sont mesurés en étudiant les réseaux de commercialisation, les services financiers de la Prodem et le potentiel d'amélioration des «leviers» (channel leverage) de la Prodem. Pour ce qui a trait aux secteurs des légumes à Mineros et des épiceries à Caranavi, ceux-ci sont mesurés en étudiant les réseaux de commercialisation, les services financiers de la Prodem et les opportunités nouvellement établies pour la Prodem. Les impacts au sein des ménages sont mesurés par les revenus du ménage, les dépenses du ménage et les épargnes et les améliorations à la maison. Les impacts au sein de la microentreprise sont mesurés selon les actifs dans la compagnie (assets in the business), les nouveaux emplois, l'utilisation de la technologie et les ventes et les profits.

La collecte de données se fait à deux moments différents afin de déterminer si et comment les caractéristiques ainsi que les besoins du ménage, de la microentreprise et du marché (de café, de soya, des légumes et des épiceries) changent au cours des années. La première collecte veut mesurer l'impact qu'a la Prodem sur ses clients.es. Notamment, «In the first year (Point A), impact is assessed using a comparison with PRODEM and non-PRODEM survey respondents as well as the perceived impact of PRODEM clients.» (Calmeadow, p.14, 1995) L'analyse se fait donc en fonction du crédit, crédit qui est en sorte le dénominateur commun. La deuxième collecte consiste à noter les changements dans les indicateurs de la première et la deuxième collecte de données. La raison de cette deuxième collecte est que: «It was recognized that client recall is a more appropriate and reliable indicator when combined with selected indicators in a time-series framework.» (Calmeadow, p.14, 1995). La collecte des données a lieu dans 2 des 23 branches de la Prodem, celles de Mineros ³⁷ et de Caranavi ³⁸, branches qui représentent 2 des 3 régions typiques du pays.

En ce qui a trait à la technique de collecte de données, celle-ci consiste surtout en sondages au niveau des ménages ainsi qu'en entrevues dans les - et analyses des - sous-

³⁷ Mineros se trouve dans le Département de Santa Cruz, à l'est du pays. Selon Calmeadow, cette région tropicale et humide s'avère être la plus développée, au niveau agricole, du pays. (voir Annexe B)

³⁸ Caranavi est une province nouvellement créée. Elle se situe dans le Nord-Ouest du pays touchant le Nord et le Sud des Yungas (région humide semi-tropicale) où se trouve des récoltes de café, de riz, d'agrumes et de coca. (voir Annexe B)

secteurs³⁹ (voir Annexe C). Deux types de sous-secteurs furent sélectionnés dans chacune des deux communautés de Mineros et de Caranavi: agriculture et commerce. Il s'agit des sous-secteurs du soya (agriculture) et du commerce de légumes (vegetable trade) à Mineros et des sous-secteurs du café (agriculture) et du commerce d'épicerie (grocery trade) à Caranavi.

Les raisons principales ayant influencé le choix de ces sous-secteurs dans les deux régions sont que «The soya production in Mineros represents more than 50% of total production in the Department of Santa Cruz » (Calmeadow, p.18, 1995) et que «Most of Bolivia's coffee production comes from the Yungas area, in the La Paz Department. In 1993, 95% of total coffee production came from that region.» (Calmeadow, p.18, 1995)

Les sondages au sein des ménages portent sur 375 répondants.es (Calmeadow, p.18,1995). Ces répondants.es sont tant des clients.es de la Prodem (donc des microentrepreneurs) que des microentrepreneurs qui ne sont pas des client.es de la Prodem, mais tous sont des propriétaires de microentreprise. Le tableau suivant identifie quel est le pourcentage de femmes répondantes (clientes et non-clientes de la Prodem) dans chaque secteur régional.

³⁹ Calmeadow définit ce terme «subsector» dans son étude d'impact comme étant « a network of competing and collaborating agents/firms operating through alternative channels to facilitate the flow of a product from input suppliers to final consumers». (Calmeadow, p.16, 1995)

Ce qui est particulièrement intéressant dans ce projet de microentreprises rurales et ce de qu'il est important à retenir lors de l'analyse théorique de l'étude d'impact est que les activités de commerce dans les régions de Mineros et Caranavi sont les activités les plus favorisées par les clients.es de la Prodem. En effet, selon le Tableau 3, les femmes (clientes ou non de la Prodem) représentent la majorité de ces commerçants.es. En effet,

[o]ne of the primary activities for Prodem clients is the trade and sale of vegetables and canned goods. In Mineros, largely women are involved in the sale or trade of vegetables, for either local consumption or departmental trade. (Calmeadow, p.18, 1995)

Avant de clore ce chapitre il est fondamental de noter deux points. Premièrement, la documentation portant sur le projet Prodem - documentation brièvement récapitulée dans le présent chapitre - ne donne pas énormément d'information portant sur les femmes microentrepreneurs. En effet, sauf le Tableau 3 et la citation précédente, peu de données portent sur les femmes microentrepreneurs. Cependant, Berger note qu'il n'est pas nécessaire de cibler les femmes microentrepreneurs dans un projet de microentreprise pour que celles-ci en soient bénéficiaires. Cette idée sera l'importante dans l'analyse du projet Prodem faite dans le 4e chapitre. Deuxièmement, la documentation portant sur le projet Prodem est axée sur la dimension économique, voire quantitative. Mais des indicateurs uniquement économiques peuvent-ils nous indiquer si les femmes microentrepreneurs des zones rurales sont les vraies bénéficiaires de ce projet de microentreprise? J'essayerai de répondre à cette question dans le 4e chapitre.

CHAPITRE 4 - ANALYSE DU PROJET

Ce dernier chapitre analyse la dimension «femmes et développement» du projet Prodem. Plus spécifiquement, l'hypothèse de la présente étude sera entièrement confirmée, partiellement confirmée ou entièrement infirmée à l'aide de mon cadre analytique - cadre qui découle des articles de Marguerite Berger et Iris Villalobos Barahona.⁴¹ De fait, je tente de prendre leurs propos et les appliquer au projet Prodem. Cependant, il est nécessaire avant de passer à l'analyse comme telle de montrer la pertinence de ces deux auteurs dans le cadre du présent travail, en particulier en relation à mon hypothèse.

Cette hypothèse proposée dans le premier chapitre - à savoir que dans le cadre de l'informalité, les projets de microentreprise ayant un focus de subsistance s'avère être une manière particulièrement efficace d'alléger la pauvreté absolue chez les femmes boliviennes des zones rurales - trouve sa légitimation dans le fait que se sont les femmes des PVDs qui sont les plus pauvres des pauvres et que dans un contexte de subsistance, la microentreprise, jusqu'aujourd'hui, s'avère être la façon la plus courante permettant aux femmes du Tiers Monde de subvenir à leurs besoins primaires. Les microentreprises sont, de plus, l'une des seules façons dont les femmes du Tiers Monde peuvent obtenir de l'empowerment afin de minimiser la domination, l'oppression et l'exploitation. Étant donné divers effets néfastes des politiques macro-économiques et d'ajustement structurel (effets décrits dans le premier chapitre), l'une des idées maîtresses qui sous-tend la présente

⁴¹ Ces auteures furent présentées dans le premier chapitre de la présente thèse.

étude est qu'il est possible et souhaitable d'alléger les problèmes socio-économiques des femmes du Tiers Monde à l'aide de politiques et stratégies plus micro, entre autres, par le développement de la microentreprise. (voir Chapitre 1)

L'une des idées clés qui oriente le présent travail est que le développement des microentreprises - et donc les projets qui les concernent - peuvent prendre deux directions : la subsistance ou la productivité. Selon Irene Tinker, les microentreprises de femmes sont, comme telles, plutôt la manifestation et la conséquence d'une «économie humaine». C'est-à-dire que pour les femmes microentrepreneurs la subsistance vient avant la productivité: elles sont plutôt préoccupées par le bien-être économique de leur unité domestique que par celui de la microentreprise (voir Chapitre 1). De ce fait, les projets de microentreprise qui favorisent l'institutionnalisation financière et organisationnelle de l'octroi de micro crédit ne favorisent pas nécessairement toujours les microentreprises de femmes, car ces projets peuvent parfois opter plutôt pour le profit, la productivité et la croissance économique. Dans cet ordre d'idées, le projet Prodem a pour but de donner à la Prodem comme organisation de micro crédit une autonomie financière et organisationnelle d'ici l'année 1998; ce but est motivé par au moins deux facteurs: (1) le contexte de baisse de l'aide extérieure à la Bolivie; et (2) le fait que les projets de microentreprise/micro financement mis sur pied dans les pays par les ONGs ne suffisent pas pour financer la croissance prévue du nombre de clients.es potentiels.elles. (voir Chapitre 2)

L'analyse des chapitres précédents a tenté de montrer que la Prodem comme institution de micro crédit ne cible pas spécifiquement les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes. Cependant, comme mentionné antérieurement, Berger affirme dans son article que les femmes microentrepreneurs peuvent être de facto bénéficiaires d'un projet de microentreprise / micro financement même si le projet en question n'est pas spécifiquement axé sur la dimension femme. Dans un tel contexte, il est important selon elle, que la récolte de base des données mette l'accent sur la division des sexes. C'est à cette raison que je désire mettre l'attention sur l'étude d'impact du projet Prodem, car dans sa collecte de données, celle-ci ne met pas l'accent sur la division des sexes. Ainsi, on ne peut pas déterminer si les femmes microentrepreneurs sont bénéficiaires ou non du projet. Par contre, Calmeadow affirme dans le rapport annuel du projet à l'ACDI que les femmes en sont bénéficiaires (voir Annexe E), puisque 65% de la clientèle de la Prodem sont des femmes. Ce chapitre veut démontrer, en se basant sur Berger, que cette affirmation de Calmeadow n'est pas justifiée.

Malgré le manque de données sur la dimension des sexes, ce qui est encore plus fondamental au sujet de l'étude d'impact du projet est le fait que cette étude est axée uniquement sur la dimension économique - dimension qui, selon Villalobos, n'est pas suffisante pour évaluer les impacts sur les femmes microentrepreneurs. En d'autres termes et à fortiori, en se basant sur Villalobos, l'affirmation de Calmeadow voulant que les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes sont bénéficiaires du projet de microentreprise Prodem apparaît comme non justifiée.

Bref, ce chapitre veut démontrer, d'abord, que la Prodem comme organisation de micro crédit transforme son focus de subsistance (ONG) en un focus entrepreneurial (FFP) et que ce dernier ne favorise pas les femmes microentrepreneurs; c'est-à-dire que l'institutionnalisation financière et organisationnelle de la Prodem n'est pas favorable aux femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes. Ce chapitre veut démontrer ensuite que l'étude d'impact du projet - étude coordonnée par Calmeadow - doit être repensée en ce qui a trait à son cadre d'analyse; il faut repenser ses variables pour pouvoir effectivement évaluer si les femmes des zones rurales boliviennes sont bénéficiaires des programmes de micro crédit rural de la Prodem.

4.1 Analyse selon Marguerite Berger

Dans son article «Key Issues on Women's Access to and Use of Credit in Micro-and Small-scale Enterprise Sector», Berger propose diverses alternatives pour les projets de développement avec les femmes - alternatives dans les politiques et programmes de micro crédit et alternatives dans la mise en oeuvre de ces projets de microentreprise. Étant à la fois très empirique et théorique, Berger présente ces alternatives sous format de grille d'analyse (Annexe D). C'est en respectant ces alternatives dans la planification et la mise en oeuvre des projets de microentreprise que les femmes microentrepreneurs, selon Berger, en seront bénéficiaires, résultat qui par la suite apportera des avantages au développement en général.

Les politiques orientées vers le développement des plus petites entreprises et qui favorisent les activités de commerce sont, toujours selon Berger, les plus efficaces en ce qui a trait à la croissance du secteur de la microentreprise.⁴² Cependant, les politiques de développement de la microentreprise d'aujourd'hui favorisent plutôt les moyennes et grosses entreprises. De ce fait, cette auteure insiste sur le fait qu'il est primordial de modifier ces politiques de développement afin de combattre la pauvreté en général et celle des femmes microentrepreneurs en particulier.

En règle générale, les microentreprises de femmes sont parmi les plus petites des entreprises et elles sont orientées vers des activités particulières, telles le commerce. De ce fait, Berger déclare,

It is obvious... that policy interventions are critical, and that the most useful policies supporting the growth of MSEs (micro and small scale enterprises) are those that are oriented to the smallest enterprises and that do not unduly harm certain areas of activity, such as commerce. This is especially the case with women's enterprises, since they are indeed among the smallest and are concentrated in particular activities. (Berger, p.197, 1995)

En outre, cette auteure souligne le fait que la plupart des microentreprises de commerce gérées par des femmes s'engagent dans des activités de service et / ou font de l'artisanat (dépendamment de l'activité saisonnière) tout en s'occupant de leur unité domestique.

⁴² De fait , elle dit:

«There is evidence that such support to microenterprises will in turn have a positive impact on macroeconomic goals, such as increased economic growth and reduced reliance on imports.» (Berger, 1995:197)

Ces diverses activités leur permettent d'anticiper le marché saisonnier et de pratiquer les activités de commerce qui leur sont les plus rentables dépendamment de la saison. Effectivement,

... many commerce enterprises are operated by individuals who are also simultaneously engaged in small-scale manufacturing or service activities; this is especially true for women who can be seen reproducing handicrafts and other items while tending to their activities seasonally, and this is a strength of their overall business strategy that allows them flexibility in seeking out those activities that are more remunerative according to seasonal market changes. (Berger, p.202, 1995)

Bref, les activités de commerce ont plus tendance à être réalisées par des femmes. De ce fait, il est crucial, selon Berger, de ne pas exclure les activités de micro commerces des projets de microentreprise si l'on veut que ceux-ci puissent inclure les femmes.

Le programme de micro crédit de la Prodem n'exclut pas les activités de commerce. Ces activités, telles le commerce de légumes (vegetable trade) et celui des épiceries (grocery trade) sont effectivement des activités populaires chez les clients.es des programmes de micro crédit rural de la Prodem (selon l'étude d'impact). En effet, ce sont les femmes qui sont majoritairement ces commerçantes. (voir Tableau 3 au Chapitre 3) La participation des femmes microentrepreneurs dans les programmes de micro crédit est donc cruciale pour un développement plus sur et plus prospère de la microentreprise; et, vu que la Prodem supporte les activités de commerce dans lesquelles les femmes

microentrepreneurs sont surtout impliquées, elle aide, selon Berger, tant ces femmes microentrepreneurs que le développement en général.

Berger insiste sur le fait que les programmes de micro crédit sont effectivement une solution pour diminuer la pauvreté des femmes microentrepreneurs, surtout si ces programmes sont gérés par des ONGs (et se concentrent également sur des activités de commerce ainsi que nous venons de le voir). En ce sens, le projet Prodem s'avère être un projet qui effectivement favorise les femmes (surtout celles de la région de Mineros, qui pratiquent surtout des activités de commerce des légumes (voir Tableau 3 au Chapitre 3); en effet, présentement tout au moins, la Prodem demeure une ONG, ce qui implique, comme l'indique Berger dans la citation suivante que son programme de micro crédit peut - et en fait - comprend beaucoup de femmes:

[c]ontrary to the experience of a majority of government credit programs, many NGOs have an excellent track record in incorporating women into their programs designed to assist micro entrepreneurs: it is not uncommon to find that they make up more than half of the beneficiaries of these programs. (Berger, p.201, 1995)

Cependant, la Prodem a pour but de changer de statut avant l'année 1998, c'est-à-dire qu'elle passerait d'un statut d'ONG à un statut de FFP et ceci pour des raisons économiques.

Toujours selon Berger, les programmes de micro crédit gérés par les ONGs sont effectivement plus avantageux pour les femmes, mais l'un des reproches que l'on peut

faire à ces types de programmes est qu'ils sont limités en termes d'expansion, et ce dû au manque de financement. En fait, et c'est le cas en Bolivie, le potentiel de demandes de crédit dans le secteur de la microentreprise dépasse les capacités des ONGs. Ces organisations atteignent plus de femmes microentrepreneurs que le gouvernement, mais elles n'en n'atteignent qu'un petit nombre. Berger suggère donc d'incorporer certaines «composantes ONG» dans de plus gros programmes de micro crédit et d'étendre ces programmes afin d'atteindre le plus de femmes microentrepreneurs possible. La meilleure façon d'étendre ces programmes, selon elle, est de créer des organismes de financement qui font le lien entre les microentrepreneurs (et leur microentreprise) et les banques formelles. De fait, elle dit: « [p]art of the solution to expanding the scope of credit programs is the promotion of intermediary links between microenterprise and banks» (Berger, p.209, 1995)

Ainsi que je l'ai souligné antérieurement, le but explicite du projet Prodem est de donner à cette organisation bolivienne une autonomie financière et organisationnelle avant l'année 1998. Ceci veut dire que la Prodem changera d'un statut ONG à un statut FFP (Fondo Financiero Privado), une nouvelle catégorie d'institution financière dans le pays. Il s'agira comme Bancosol, d'une institution intermédiaire entre les banques formelles et les microentrepreneurs, où les microentrepreneurs pourront accéder à des plans d'épargne ainsi qu'au crédit. La FFP serait réglementée par le super-intendant des banques, donc elle devrait remplir certaines exigences formelles.

Selon Berger, la méthode prêt solidaire (solidarity group lending methodology) ⁴³ est également un élément très important qui encourage la participation des femmes microentrepreneurs dans les programmes de micro crédit. Calmeadow encourage ce type de méthodologie et elle est effectivement utilisée dans les programmes de micro crédit rural de la Prodem. Les femmes microentrepreneurs boliviennes profitent de ce genre de méthodologie, car elles font automatiquement partie d'un réseau de femmes qui, selon Berger, agit comme mécanisme de soutien pour que ces femmes se sentent capables de participer dans les mêmes activités que les hommes.

Cependant, l'étude d'impact indique que 63% de la clientèle abandonnerait la méthode prêt solidaire si la Prodem leur offrait une méthode prêt individuel (Calmeadow, p.53, 1997). La possibilité que la Prodem offre une méthode prêt individuel est bonne, puisque l'organisation doit se transformer en une FFP avant l'année 1998. Conséquemment, la méthode prêt solidaire va disparaître. À mon point de vue, ceci ne favorisa pas les femmes microentrepreneurs, car le réseau qui agit comme mécanisme de soutien pour ces femmes va disparaître également.

⁴³ La méthode prêt solidaire se définit selon Berger comme suit: «...the utilization of solidarity group mechanisms (Otero, 1986), which organize borrowers in groups of about five to eight members mutually guaranteeing each other's loans.» (Berger, p.203, 1995)

Dans un autre ordre d'idées, Berger affirme que les organisations de développement ont tendance à opter pour des projets de microentreprise qui intègrent tant les hommes que les femmes dans leurs projets, et ceci pour diverses raisons. Elle dit:

[i]n grappling with the issue of whether assistance to women entrepreneurs is better provided through «women-specific» or «integrated» projects, assistance organizations have tended to opt for the latter. The rationale for such an option rests on several reasons. The first one is suggested by Buvinic (1986) who has cautioned against having traditional women's organizations take on economic projects with which they are unfamiliar because of the tendency for economic goals of these projects to be overwhelmed by the welfare orientation of these organizations, which leads to the failure of the projects. A second reason for supporting an integrated approach is the need to take advantage of the greater resources devoted to «mainstream» projects. A third one is that if women borrowers are to eventually graduate to formal financial institutions after some time in a micro-credit project, they will be better prepared by their participation in an integrated project. Finally, programs targeted exclusively to women can have unintended results that leave them worse off. (Berger, p.207, 1997)

Le projet Prodem n'est pas un projet spécifique pour les femmes, mais plutôt un projet qui intègre les femmes et les hommes. Cependant, les femmes microentrepreneurs présentement constituent - ou constitueraient (voir ci-dessous) 65% des clients.es de la Prodem (ACDI, p.5b, mai 1997).

Donc, les projets de microentreprise peuvent atteindre les femmes, même dans le cas de projets qui visent tant les hommes que les femmes; en d'autres mots, les femmes n'ont pas besoin d'être ciblées pour qu'elles soient bénéficiaires. Cependant, dans ce cas, il est d'importance critique de planifier une récolte de base de données mettant l'accent sur la division des sexes, ceci afin d'identifier les besoins des femmes microentrepreneurs et

d'observer la performance des femmes microentrepreneurs dans les programmes de micro crédit (voir Annexe D).

À mon avis, la principale faiblesse de l'étude d'impact du projet est le fait qu'elle ne contient aucune donnée qui permet de conclure que les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes représentent 65% de la clientèle de la Prodem. Les femmes microentrepreneurs ont-elles effectivement accès au crédit? Ce chiffre de 65% «remplit» une des dimensions importantes du projet - la dimension IFD, Intégration de la femme au développement, exigée par l'ACDI, dimension qui implique une amélioration de l'accessibilité aux services financiers pour les femmes microentrepreneurs des zones rurales⁴⁴ - mais comment ceci est-il mesuré?

Berger affirme qu'il est difficile d'évaluer les impacts des programmes de micro crédit, surtout parce que ses objectifs peuvent varier et , en fait, varient. Cependant, si nous voulons évaluer ces programmes par rapport aux femmes microentrepreneurs, il faut mesurer, d'après Berger, l'accèsibilité au crédit /financement. C'est-à-dire que si le pourcentage d'emprunteurs penche plutôt du côté des femmes microentrepreneurs, on peut considérer que ce projet de microentreprise a un impact positif sur les femmes.

Elle dit:

⁴⁴ Selon le rapport annuel des Amériques sur l'État d'avancement du projet 1996-97 de l'ACDI, l'un des résultats espéré est: «Increased access to financial services for women micro-entrepreneurs in rural Bolivia.» (voir annexe E- ACDI, p.5b, mai 1997)

[a]s far as gender-dissagregation is concerned, the key issue is access. If women have access to this service in proportion to their level of participation in the economy, particular with respect to the numbers of borrowers rather than to the size distribution of loans, then the project can be said to have a positive impact for women.» (Berger, 1995:213)

La présente étude tente de mesurer, en fait, si les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes sont les bénéficiaires du projet Prodem. En se basant sur les propos de Berger, il est possible d'avancer l'idée que les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes pourraient être bénéficiaires de ce projet Prodem, puisque 65% des clients.es du projet seraient des femmes. Cependant, un sérieux problème se pose au niveau de l'étude d'impact du projet, puisque les variables de cette étude ne permettent pas de conclure qu'effectivement ceci est le cas.

4. 2 Analyse selon Iris Villalobos Barahona

L'argument présenté par Villalobos dans son article «Women's Micro-and Small-Scale Enterprises' Emergence, Features and Limits: A Costa Rican Experience», est que les organisations qui gèrent des programmes de micro crédit, entre autres les ONG, ne tiennent pas toujours compte du fait que les microentreprises de femmes ont pour but de satisfaire des besoins de subsistance et non des désirs entrepreneuriaux. De ce fait, Villalobos met l'accent sur le fait qu'il est primordial de comprendre l'origine des microentreprises de femmes avant de démarrer des programmes de micro crédit. C'est-à-dire qu'il faut considérer dans la planification des projets de microentreprises le fait que les microentreprises de femmes sont avant tout un moyen de subsistance et non une

activité de commerce qui pourrait avantager le développement en général comme les propositions de Berger pourraient nous le faire supposer.

Donc, avant d'entreprendre des projets de microentreprise, les organisations de développement doivent comprendre, selon Villalobos, le concept de microentreprise de femmes. Ce concept ne devrait pas se définir de façon quantitative, car ce genre de définition ignore les besoins de subsistance les plus pressants de ces femmes microentrepreneurs.

... [A]ny definitions of the concept of "WMSE" must consider variables other than the strictly quantitative ones enumerated above [nombre de travailleurs, total des ventes, types de technologie etc]; failing to do so leads to overlooking some of the women's most pressing subsistence needs and denying them part of the assistance they deserve. (Villalobos, p.146, 1995)

De fait, Villalobos utilise la définition de SEWA pour définir une microentreprise de femmes:

«... the SEWA Program has defined WMSE as an enterprise with the following features:

1. Its productive activities generate an income, whose main explicit purpose is the satisfaction of the women entrepreneurs' perceived household subsistence needs;
2. Its generated income satisfies at least 50 percent of these needs;
3. Its economic activities are carried out using a technology that is either domestic or very simple;
4. Its productive process is not complex, contains important craft components, frequently occurs in the entrepreneurs' own home, and is often related to their domestic activities and experiences;
5. Its marketing is essentially local, i.e., limited to the women's immediate neighborhood or at most to their city. » (Villalobos, p.146, 1995)

Cette définition particulière cerne bien les besoins des femmes microentrepreneurs en amalgamant leurs activités de vie quotidienne ainsi que leur expérience de travail. Selon Villalobos, ce genre de définition rend éventuellement les politiques et programmes de développement plus sensible à la question des femmes microentrepreneurs. De fait, Villalobos reproche aux définitions de genre «quantitatif» le fait qu'elles excluent les microentreprises de femmes. Elle indique dans la citation suivante que la définition de microentreprise de femmes de SEWA s'avère être la plus favorable en ce qui a trait au bien être des femmes. Elle dit:

[t]his definition has the threefold advantage of grounding WMSEs in the women entrepreneurs' daily lives and in their entire work experience, of accomodating both incipient and larger-scale enterprises, and, in turn, of making assistance policies and programs more responsive to the women's basic needs. In contrast, checklist-type of definition based solely in quantitative variables excludes many "enterprises" whose potential is less obvious, yet may be very real, and many women entrepreneurs who have most pressing basic needs. (Villalobos, pp.146-147, 1995)

Bref, Villalobos insiste sur les fonctions des microentreprises de femmes plutôt que sur les caractéristiques quantitatives de celles-ci, car ces dernières souvent ne correspondent pas à la définition du concept de microentreprise de femmes. Cependant, les caractéristiques quantitatives sont celles qui assez généralement sont utilisées dans l'évaluation des programmes de micro crédit, et ce malgré le fait que la majorité de - si pas toutes - ces caractéristiques ne considèrent pas si les besoins de subsistance des femmes microentrepreneurs sont comblés ou non.

Dans cet ordre d'idées, Calmeadow, dans l'étude d'impact, veut mesurer les «impacts du crédit au sein du ménage» («Impact at the Household Level», Chapitre 3). Étant donné que les revenus de femmes microentrepreneurs sont généralement consacrés à leurs unités domestiques, l'évaluation de ces impacts au sein du ménage est fort pertinent. Malheureusement, ces impacts ne semblent avoir qu'une importance secondaire dans l'étude de Calmeadow: en d'autres mots, les autres indicateurs («Impact at the Soya Subsector Level in Mineros», «Impact at the Coffee Subsector Level in Caranavi», «Impact at the Trade Subsector Level», «Impact at the Commercial Subsector Level» ainsi que «Impact at the Microenterprise Level», tous énumérées dans le 3e Chapitre de la présente thèse), ne sont définis que par des caractéristiques quantitatives - caractéristiques qui ne sont pas, selon Villalobos, pertinentes pour l'évaluation du bien être des femmes microentrepreneurs, dans ce cas des zones rurales boliviennes. Bref, le projet Prodem, en préparant son étude d'impact, n'a pas bien saisi le concept de microentreprise de femmes, tout au moins tel que celui-ci est analysé par Villalobos.

En ce qui a trait à l'activité économique des microentreprises de femmes, Villalobos affirme que le travail domestique demeure le travail le plus populaire parmi les femmes microentrepreneurs. Plus spécifiquement, vu que la microentreprise est une activité de survie pour ces femmes, la pratique des tâches domestiques s'avère être le type d'activité qui leur convient le mieux en termes de temps et d'efficacité. Les microentreprises de femmes sont donc la plupart du temps une extension de leurs tâches domestiques. Villalobos indique que:

[g]iven the circumstances of WMSEs, it is logical to observe that the types of economic activities the WMSEs concentrate in are so-called women's traditional activities, such as weaving, confectionary or selling food. (Villalobos, 1995:148)

En ce sens Calmeadow, dans son étude d'impact, note que le commerce d'épicerie (grocery trade) ainsi que celui des légumes (vegetable trade) sont effectivement les activités les plus populaires chez les clientes de la Prodem. Ainsi, par exemple, il est caractéristique que le commerce du soya est plutôt rare et encore plus rare est celui du café (voir le Tableau de la page 46, Chapitre 3) ceci pour la simple raison que les microentreprises de femmes sont une extension de leurs tâches domestiques et que tant la culture du soya que la culture du café sont des activités plus «industrielles».

Ce prochain volet d'analyse s'enchaîne avec l'idée précédente. Ce qui est particulièrement intéressant est que le choix des régions pour l'étude d'impact s'est faite en fonction du fait que celles-ci sont en expansion économique. Autrement dit, ce choix ne représente pas bien les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes pour au moins deux raisons. Premièrement, les microentreprises de femmes sont caractéristiques des milieux les plus pauvres. C'est-à-dire que les «conditions socio-économiques difficiles» et les «microentreprises de femmes» sont étroitement liées; or deux des principales régions d'implantation du projet - les régions de Caranavi et de Mineros - sont en pleine expansion économique. Deuxièmement, les sites d'études ont

été choisis en fonction de leurs types de production agricole - à savoir le soya et le café⁴⁵ - production où les hommes sont plutôt impliqués (voir Tableau 3, Chapitre 3). Bref, puisque le projet Prodem n'a pas bien saisi le concept de microentreprise de femmes, les variables de l'étude d'impact n'ont pas été choisis en fonction de celles-ci. Ce qui porte à conclure qu'il est difficile d'évaluer si en effet les microentreprises rurales de femmes bénéficient effectivement du programme de micro crédit de la Prodem, puisque les régions de Mineros et Caranavi ne représentent pas nécessairement les femmes microentrepreneurs les plus en besoin de ce programme de micro crédit.

Villalobos souligne le fait que souvent le but principal des microentreprises de femmes, est l'achat de biens et services pour le ménage. Ceci est la raison pour laquelle, selon elle, les femmes microentrepreneurs achèteraient plutôt un téléviseur pour le ménage qu'une cuisinière pour la microentreprise, cuisinière qui pourtant réduirait le coût de production et améliorerait la productivité de la microentreprise (Villalobos, p. 151, 1995).

En autres mots, une amélioration au sein de la microentreprise qui serait logique dans un cadre de référence entrepreneurial ne l'est pas nécessairement dans une microentreprise

⁴⁵ Je reprendrai ici certaines phrases du chapitre 3 qui disent que «les raisons principales pouvant influencer le choix de ces sous-secteurs d'agriculture dans ces deux régions sont que «The soya production in Mineros represents more than 50% of total production in the Department of Santa Cruz » (Calmeadow, p.18, 1995) et que «Most of Bolivia's coffee production comes from the Yungas area, in the La Paz Department. In 1993, 95% of total coffee production came from that region.» (Calmeadow, p.18, 1995)

de femmes. De plus, « [t]hese women may even strongly resist the “improvements” if they feel that their acquisition could “threaten” their households, be it in terms of short-term subsistence needs or of quality of life.» (Villalobos, p.151, 1995).

Cependant, la majorité des projets de développement d'aujourd'hui optent pour l'autonomie financière et organisationnelle des organisations de micro crédit , ceci ayant évidemment des répercussions sur les microentreprises de femmes car les motivations de subsistance de ces dernières n'est dès lors plus suffisamment pris en considération. Les microentreprises de femmes serait censées devoir se transformer en organisations financières et commerciales. Villalobos dit:

...there is a tendency among WMSE assistance organizations to become self-sufficient in a precipitated way by forcing WMSEs to be financially “very” accountable and thereby forgetting the very nature of these enterprises. This leads to increasingly consider as adequate only partial solutions to WMSE needs, whether they are cheaper and/or “faster”. Such solutions amount to equating WMSE assistance with access to credit , and to transform WMSE assistance organizations into strictly financial, even commercial, organizations.» (Villalobos, p.156, 1995)

À mon avis, la description précédente correspond au cas de la Prodem. Le projet désire rendre la Prodem financièrement et organisationnellement autonome avant l'année 1998. Comme FFP, elle sera une organisation financière ce qui d'après Villalobos, ne favorise pas les femmes microentrepreneurs.

«It is not necessarily difficult for these organizations to become self-sufficient, but attaining this goal will probably mean that they have abandoned the specific type of WMSE assistance for which they were created. Indeed, a 100%, or even a 95%, WMSE repayment success rate is impossible, at least if the programs are cautious and holistic, if they include incipient WMSEs. In the final analysis, effectively supporting WMSEs is a question of will and proper assessment: between the reality of WMSEs and the self-sufficiency goal of assistance organizations, there are objectives that are achievable. Such objectives imply the commitment of all involved parties, but above all they imply taking into account the women micro and small scale entrepreneurs' own frame of reference. » (Villalobos, p.157, 1995)

En résumé, ce chapitre a voulu montrer qu'il existe un sérieux problème d'orientation générale dans l'étude d'impact du projet. Les variables de cette étude ne permettent pas d'évaluer adéquatement si les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes sont bénéficiaires ou non du programme de micro crédit de la Prodem, car non seulement les indicateurs de l'étude d'impact ne sont pas pensés en fonction de la division des sexes (Berger), mais en outre ils sont axés sur la dimension économique - dimension qui ne favorise pas les femmes microentrepreneurs (Villalobos). Donc, le choix des variables de l'étude d'impact doit être repensé si le projet est censé être effectivement mis en oeuvre surtout en fonction des besoins des femmes microentrepreneurs des zones rurales.

Ce fait a pour conséquence que cette étude de cas ne peut pas évaluer si les femmes microentrepreneurs des zones rurales boliviennes sont ou ne sont pas les bénéficiaires du projet, car le cadre d'analyse de l'étude d'impact ne permet pas de le faire. Ceci constitue un reproche grave pouvant être adressé à Calmeadow puisque le projet était

supposé avoir une composante IFD importante. Donc cette composante, voulue par l'ACDI, n'a dans ce cas pas été respectée.

REMARQUES FINALES

La présente étude confirme que la microentreprise est une problématique qui a acquis aujourd'hui une grande visibilité. Une des conséquences de cette visibilité est qu'il s'est créé des organisations de micro crédit, comme la Prodem, pour venir en aide aux microentrepreneurs - microentrepreneurs qui sont, dans la plupart des PVDs, majoritairement des femmes. Ainsi, ces organisations de micro crédit sont une nouvelle alternative plus sensible à la pauvreté de ces femmes. De ce fait, les politiques de développement affectant les microentreprises doivent prendre en considération le rôle crucial que jouent les femmes dans le secteur informel - secteur qui est au coeur des prises de décision portant sur les programmes et politiques de micro crédit. Le développement de la microentreprise est devenu d'une importance telle que pour certains PVDs les programmes de micro crédit caractérisent de manière déterminante les politiques de développement. Ceci est le cas, comme la présente étude le démontre, de la Bolivie: le développement de la microentreprise en Bolivie est devenue le mode par excellence des projets boliviens de développement.

Le projet «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification» initié par la Calmeadow en collaboration de la Prodem avec l'aide (financière surtout) de l'ACDI reconnaît l'importance des organisations de micro crédit dans le sens où ces dernières aident l'activité économique des microentreprises, ce qui est censé rendre plus équitable la distribution des avantages au développement. Cependant, les résultats de la présente étude montrent (1) que le projet Prodem n'a pas bien défini le concept de

microentreprises de femmes - microentreprises qui constituent avant tout un moyen de subsistance et non un intérêt entrepreneurial; et que (2) la définition biaisée du concept rend problématique l'évaluation du projet en soi. À mon avis, ce genre d'évaluation - dont l'exemple de l'étude d'impact coordonnée par Calmeadow est fort probant - pourrait avoir des répercussions sérieuses sur les projets ultérieurs de microentreprise ainsi que sur les femmes microentrepreneurs en général.

Ainsi-donc, les variables d'analyse de l'étude d'impact doivent être repensées pour que, premièrement, le projet comme tel soit évalué en fonction des femmes microentrepreneurs des zones rurales - puisque les femmes constituent la majorité du secteur de la microentreprise - et que, deuxièmement, ce genre d'évaluation soit pertinente dans le cadre des évaluations de projets de développement IFD. Ceci ne veut pas dire qu'il faut reconstruire le projet Prodem en fonction des femmes microentrepreneurs, mais plutôt qu'il faut repenser son évaluation afin que celle-ci soit compatible avec une définition «corrigée» du concept de microentreprise de femmes. Il faut concevoir une évaluation qui soulignerait comment les femmes microentrepreneurs peuvent bénéficier des organisations de micro crédit en fonction de leurs besoins de subsistance, ce qui à un niveau plus macro constitue une contribution essentielle au développement, tant social qu'économique.

Pour ce qui a trait à mon hypothèse de départ, j'ai déjà insisté sur le fait que l'étude d'impact du projet pose non seulement de sérieux problèmes méthodologiques, mais

qu'en outre il y a eu - à mon sens - une mauvaise interprétation du concept de microentreprise de femmes. La raison de cette mauvaise interprétation pourrait bien résider dans la politique gouvernementale canadienne, plus spécifiquement dans la politique IFD de l'ACDI, politique complexe qui «a perdu son momentum entre les années 1990-93» (Lévy, p.14, 1995). Or c'est cette politique qui a été imposée au projet Prodem en 1993.

La politique IFD de l'ACDI, imposée au projet Prodem, date de 1984. Le texte de Rajani E. Alexander «Evaluating Experiences: CIDA's Women in Development Policy, 1984-94» note que le but de cette politique IFD était «...to ensure that the full range of CIDA's development assistance will contribute to the realization of the full potential of women as agents and beneficiaries of the development process.» (Alexander, p.81, 1995). La politique IFD de 1984 et son préconiseur, l'ACDI, furent reconnus tant au niveau national qu'international, pour leur appui à la cause IFD. Cependant, vers la fin des années 1980, la crédibilité de la politique IFD fut mise en question pour les raisons suivantes:

With regard to accountability the policy stated that all staff should be responsible for implementation of the policy, as it was corporate and part of the Agency's mandate (not because they deemed it «good» or «right»)...The WID Directorate was moved out of Policy Branch to the Social and Human Resource Development Division of Professional Services Branch, and the whole question of accountability for WID among staff was not clear enough to guarantee the genuine «institutionalization of WID» at CIDA. (Alexander, p.82, 1995)

C'est en juillet 1993 que le rapport final de l'évaluation du programme IFD de l'ACDI fut soumis à l'Agence. Cette évaluation portait le titre de «Gender as a Cross-Cutting Theme in Development Assistance: an Evaluation of CIDA's WID Policy and Activities, 1984-1992.» Les résultats de cette évaluation furent acceptés par la haute direction de l'Agence. Alexander souligne le fait que l'évaluation de la politique IFD de l'ACDI reconnaît que cette politique a perdu son momentum entre les années 1990-1993 et que le manque de confiance dans les stratégies et l'élaboration d'une politique cohérente semble en être la cause. Donc, il existe un problème avec le programme d'IFD de l'ACDI et ce problème trouve son origine au sein même de l'ACDI: la majorité du personnel du programme IFD n'est en fait que peu préoccupé avec les problèmes de genre et développement et en conséquence peu de projets prennent en considération les besoins des femmes. Alexander affirme que:

The evaluation clearly stated what had been evident for a few years: that WID at CIDA had lost vital momentum, especially in the years 1990-1993. Much of this was related to the ambivalence towards WID described in the Evaluation: a lack of strategic, corporate commitment. Hard data provided evidence that for the three years leading up to 1993 fewer dollars had been spent and a fewer number of projects supported that targeted the needs of women. More worrisome, perhaps, was the Evaluation's statistic that 56% of staff in bilateral branches did not regard gender as a serious constraint to development. (Alexander, p.84, 1995; Evaluation, Phase II, 1992, p.71)

Cette dernière affirmation me permet de souligner qu'une autre étude du projet de microentreprise de la Prodem pourrait être faite en fonction de la politique IFD de l'ACDI. C'est-à-dire que les variables de l'étude d'impact du projet Prodem pourrait être

repensées, mais qu'il s'agirait de le faire en considérant les priorités de la politique d'IFD de l'ACDI - politique dont l'étude pourrait mener à des considérations et des conclusions d'une pertinence évidente en termes de grandes orientations des projets de microentreprises avec les femmes.

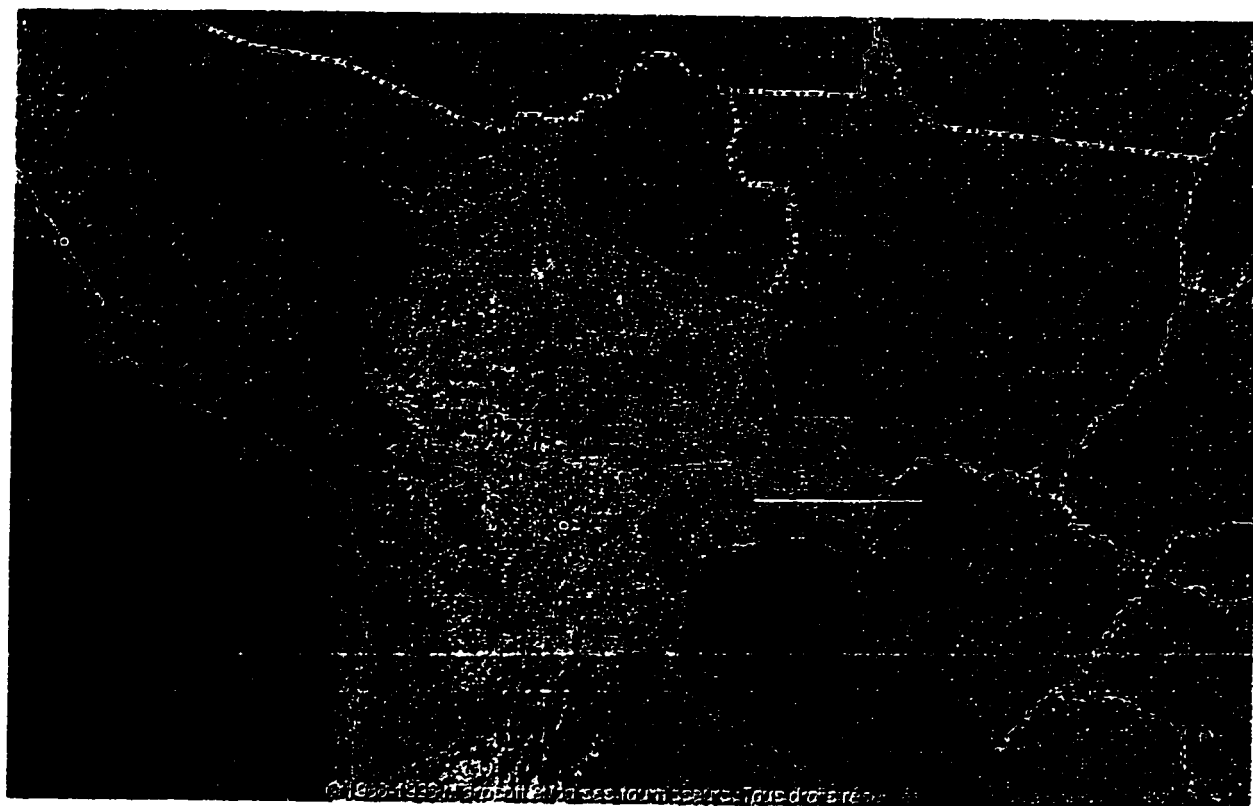
Pour terminer, je dirai simplement que l'étude du projet Prodem m'a paru des plus intéressantes, surtout parce que les microentreprises - surtout de femmes - sont des réalités multidimensionnelles, ce qui les rend des plus complexes: malheureusement, cela ne facilite pas les analyses des projets de développement ciblant ces microentreprises. Par contre, ce qui est simple à comprendre est que les microentreprises en soi, surtout celles de femmes, vont continuer d'exister aussi longtemps que la pauvreté existera. De ce fait, les microentreprises sont un problème macro. A-t-on vraiment compris?

ANNEXE A

Carte géo-politique de la Bolivie

(source: Atlas Mondial Microsoft Encarta,
Maine Essentials 1997, Microsoft Corporation)

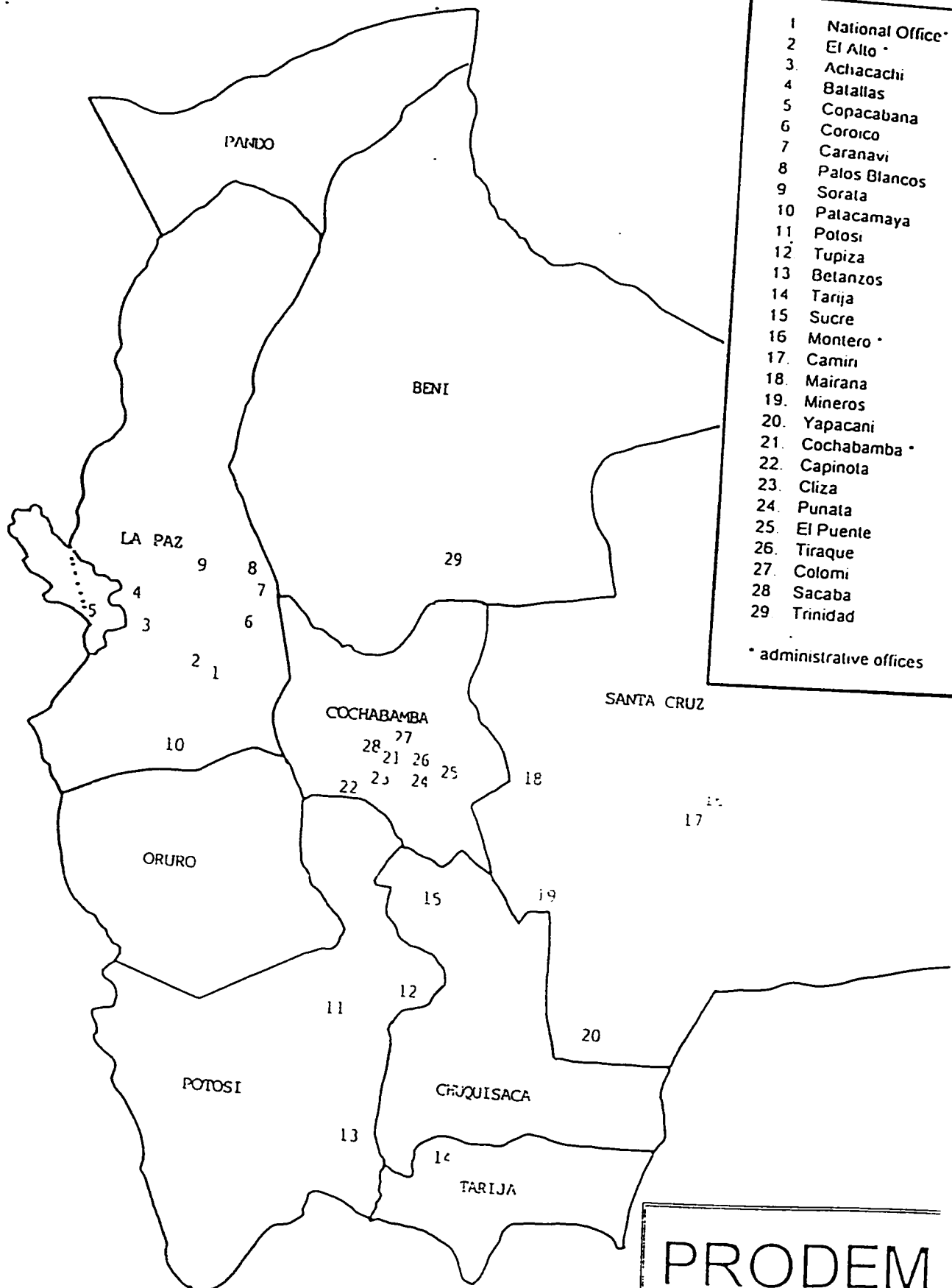
CARTE GÉO-POLITIQUE DE LA BOLIVIE



ANNEXE B

**Sites de développement
du projet «Prodem: Institutional Strengthening and Diversification».
Les sites d'études sont Mineros (19) et Caranavi (7)**

(Reproduction exacte du document original, source:«Organizational Profile: Prodem, foundation for the Promotion and Development of Microenterprise, document utilisé à l'usage interne, n.d., Calmeadow)



PRODEM
Offices

ANNEXE C

Cadre d'analyse de l'étude d'impact de Calmeadow du projet « Prodem: Institutional Strengthening and Diversification»

(Reproduction exacte du document original, source:«Prodem Credit in Rural Subsector
Markets: A Longitudinal Impact Study, Year 1: 1995», Toronto)

Table 2.0: FRAMEWORK FOR THE IMPACT STUDY

Objectives	Indicators/ Factors	Data Collection
Socioeconomic Nature of the Household PRODEM "Impact"	Key Indicators: - Loan Terms - Household Activities - Income Sources - New Activities - Household Expenses - Savings - Home Improvements and Home Assets - Non-PRODEM participant comparisons and client perceptions (Point A & B) - Changes in indicators (Point B)	- Household Surveys - In-depth Household Interviews - Use of same methods with PRODEM respondents - Use of same methods (Point B)
Microenterprise (defined broadly to include productive activities such as agriculture) PRODEM "Impact"	- Assets in the Business - New Employment - Use of Technology - Sales and profits - Non-PRODEM participant comparisons and client perceptions (Point A & B) - Changes in indicators (Point B)	- Household Surveys - In-depth Household Interviews - Use of same methods with non-PRODEM respondents - Use of same methods (Point B)
Nature of Rural Markets and Market Leverage PRODEM "Impact"	- System of input supply, production, distribution, marketing and financial services - Relations between PRODEM clients and financial service suppliers - Market needs met and not met by credit - PRODEM's role in market system and client perceptions (Point A) - Changes in indicators (Point B)	- Subsector analysis with key informant interviews - Use of same methods with non-PRODEM respondents - Use of same methods (Point B)
Programming Recommendations	- Household, microenterprise and market needs and opportunities - Credit product - Loan terms - Nature of services	- Client perception of lending methodology - Client suggestions for change in lending methodology

ANNEXE D

**Grille d'analyse de Marguerite Berger
d'un projet de microentreprise incluant les femmes**

Project Design and Implementation Alternatives for Women in Microenterprise

PROJECT FEATURE	DESIGN AND IMPLEMENTATION ALTERNATIVES	RATIONALE
COLLECTION OF BASELINE DATA ON CLIENTS OF MICROENTERPRISE PROJECTS	GATHER SEX-DESEGREGATED BASELINE DATA.	SUCH DATA IDENTIFY WOMEN'S NEEDS AND ALLOW THE TRACKING OF DIFFERENTIAL PERFORMANCE OF WOMEN CLIENTS IN CREDIT PROGRAMS.
CHOICE OF IMPLEMENTING AGENCY	PROVIDE TECHNICAL ASSISTANCE TO THE IMPLEMENTING AGENCY IN THE AREA OF INCREASING WOMEN'S PARTICIPATION.	MANY TECHNICALLY COMPETENT IMPLEMENTING AGENCIES HAVE LITTLE OR NO EXPERIENCE WITH WOMEN'S BUSINESSES, AND WOMEN'S ORGANIZATIONS OFTEN LACK FINANCIAL EXPERTISE.

PROJECT FEATURE	DESIGN AND IMPLEMENTATION ALTERNATIVES	RATIONALE
COLLATERAL REQUIREMENTS (GUARANTEES)	INSTEAD OF LAND OR OTHER PROPERTY, USE THE ENTERPRISE'S TRACK RECORD AND POTENTIAL FOR INCREASED PRODUCTION; USE A LOW MINIMUM SAVINGS REQUIREMENT; ESTABLISH AN INTERNAL GUARANTEE FUND FUNDED BY BORROWERS' COMMISSIONS AND THE LENDING INSTITUTION; USE A SOLIDARITY GROUP CREDIT COMPONENT; USE THE INCENTIVE OF FUTURE ACCESS TO CREDIT AS GUARANTEE; USE THE BORROWER'S REPUTATION IN THE COMMUNITY.	WOMEN OFTEN LACK TITLES TO HOUSES, LAND, BUSINESSES OR OTHER PROPERTY.
TRAINING IN MARKETING, RECORD-KEEPING AND MANAGERIAL SKILLS	PROVIDE SHORT TRAINING ASSISTANCE SESSIONS BEFORE WOMEN APPLY FOR LOANS; SCHEDULE THE SESSIONS AT TIMES AND LOCATIONS CONVENIENT TO WOMEN; ESTABLISH REFERRAL SERVICES TO VOCATIONAL EDUCATION PROGRAMS IN THE COMMUNITY.	WOMEN ARE MORE OFTEN DEFICIENT IN ACCOUNTING AND MANAGERIAL SKILLS, PARTICULARLY IF ILLITERATE; BUT THEIR HOME AND MARKET RESPONSIBILITIES ALLOW LITTLE TIME FOR A HEAVY TRAINING COMPONENT.

PROJECT FEATURE	DESIGN AND IMPLEMENTATION ALTERNATIVES	RATIONALE
TECHNICAL ASSISTANCE	OFFER TECHNICAL ASSISTANCE IN THE LOAN APPLICATION PROCESS; ASSIST BORROWERS TO FORM THEIR OWN ASSOCIATIONS TO INCREASE THEIR LEVERAGE TO INSTITUTIONS AND RESOURCES, SUCH AS RAW MATERIALS BOUGHT IN BULK.	WOMEN MORE OFTEN REQUIRE ASSISTANCE IN FILLING OUT APPLICATIONS, DUE TO HIGH ILLITERACY RATES; ALSO THEY PREDOMINATE IN LOW-PAYING ACTIVITIES.
TRANSACTION COSTS (APPLICATION PROCEDURES, CREDIT FACILITY LOCATION AND ACCESS)	MAKE APPLICATION FORMS SHORT; ADMINISTER LOAN PROGRAM IN A DECENTRALIZED SETTING, NEAR WOMEN'S ENTERPRISES OR HOMES, POSSIBLY THROUGH MOBILE UNITS OR NEIGHBORHOOD OFFICES.	THE TRANSACTION TIME IS GENERALLY TOO LENGTHY FOR WOMEN BORROWERS, WHO MUST TAKE TIME AWAY FROM THEIR ENTERPRISES AND HOUSEHOLD ACTIVITIES TO CARRY OUT SUCH TRANSACTIONS.
LOAN-APPROVAL AND DISBURSEMENT PROCESS	ALLOW PROGRAM STAFF TO APPROVE LOANS RATHER THAN JUST MAKE RECOMMENDATIONS; MAKE THE LOCAL BANK OFFICE RESPONSIBLE FOR LOAN DISBURSAL, RELEASING STAFF TIME.	THE NATURE OF WOMEN'S BUSINESSES DEMANDS WORKING CAPITAL ON A FREQUENT BASIS WITH RAPID DISBURSEMENT.

PROJECT FEATURE	DESIGN AND IMPLEMENTATION ALTERNATIVES	RATIONALE
LOAN-PLACEMENT CRITERIA	MAKE LOANS AVAILABLE FOR WORKING CAPITAL AS WELL AS FIXED CAPITAL; THROUGH INCENTIVES IN LOAN TERMS, ENCOURAGE WOMEN TO MOVE INTO NEW, MORE PRODUCTIVE ACTIVITIES.	WOMEN PREDOMINATE IN COMMERCE AND SERVICES, RATHER THAN MANUFACTURING, AND, THEREFORE, NEED WORKING CAPITAL.
INTEREST RATES	SET AT OR ABOVE MARKET RATES TO AVOID DECAPITALIZING LOAN FUND.	WOMEN ARE OFTEN PAYING MUCH HIGHER INTEREST RATES TO MONEYLENDERS; WOMEN NEED PERMANENT ACCESS TO FIANCIAL SERVICES, NOT JUST A ONE-SHOT SUBSIDIZED LOAN.
REPAYMENT TERMS	KEEP LOAN TERMS SHORT AND FLEXILE.	DEFAULT RATES ARE OFTEN LOWER IF SMALL BORROWERS ARE GIVEN THE OPTION OF REPAYING THE LOAN IN FREQUENT SMALL PAYMENTS OR IN FEWER LARGE PAYMENTS.

PROJECT FEATURE	DESIGN AND IMPLEMENTATION ALTERNATIVES	RATIONALE
USE OF FORMAL BANKING PRODEDURES	INTRODUCE CLIENTS TO BANKING PROCEDURES BY PROGRAM STAFF; ENCOURAGE BORROWERS TO OPEN SAVINGS ACCOUNTS AND SAVE A SPECIFIC AMOUNT PERIODICALLY.	WOMEN, MORE THAN MEN, MAY NOT BE COMFORTABLE IN FORMAL OFFICE SETTINGS AND MAY BE INCAPABLE OF COMPLETING FORMS THAT REQUIRE MORE THAN RUDIMENTARY READING AND WRITING SKILLS.
PROMOTION	FOSTER PROMOTION ACTIVITIES THROUGH WOMEN'S RELIGIOUS ORGANIZATIONS, MATERNAL/CHILD HEALTH CLINICS, AND BY WORD OF MOUTH THROUGH INFORMAL CHANNELS.	WOMEN OFTEN DO NOT BELONG TO COMMUNITY ORGANIZATIONS THROUGH WHICH INFORMATION REGARDING SOURCES OF CREDIT AND APPLICATION PROCEDURE IS TRADITIONALLY OBTAINED; WRITTEN ADVERTISEMENTS WILL NOT REACH ILLITERATE WOMEN.

SOURCE: Berger, pp.103-106, 1995; adapté de White, Otero, Lycete et Buvinic, 1986.

ANNEXE E

Rapport annuel des Amériques sur l'état d'avancement du projet «Prodem: Institutional Strenghtening and Diversification»

(Rapport rédigé par Calmeadow, daté du 22 mai, 1997 et destiné à l'ACDI)

Project Number 192-18147

**RAPPORT ANNUEL DES AMÉRIQUES SUR L'ÉTAT
AMERICAS ANNUAL PROJECT PROGRESS**

Director's sign off:

Officer: Chantal Boucher

Country / Region: BOLIVIA	Project Name: Institutional Strengthening of PRODEM
Project Stage: Operational	Rating: Viable et progresse de façon satisfaisante / Viable and progressing satisfactorily
Priority: Private Sector Development	Results: Management and operation of credit facilities improved.

Expected Outputs - from PADLFA	To-Date (Cumulative including reporting year)
a) PRODEM's past urban lending program transferred to Bancosol; b) PRODEM's lending services extended to new rural sites and secondary cities; c) Achieve self-sufficiency in 5 Secondary City branches and 5 Rural branches. Impact (desegregated by gender) of lending to informal sector in project areas measured over 3 years as of March 1995; d) Voluntary savings and other financial products developed by PRODEM; and, e) Impact of lending to informal sector in project areas measured over 3 years as of March 1995.	a) Of the 5 secondary cities operated by PRODEM at project, 4 have been transferred to BancoSol (Oruro, Potosí, Quillacollo and Montero); b) 4 Secondary city branches have been opened: Sucre, Trinidad (this leaves only Riberalta to be opened in 96/97. PRODEM has now 35 agencies - 20 in urban areas and 15 in rural areas); c) 5 Secondary cities branches and 3 Rural branches are at 85% of cost self-sufficiency. 2 Rural branches are at 85% of cost self-sufficiency. d) Due to its NGO status, PRODEM was prohibited by law from client savings or offer other financial products. However, a financial institution was created in 96/97 in Bolivia called Fund (FFP). PRODEM is now applying to be registered with the FFP. e) Phase I of the Impact Research Study was completed. 10 communities were selected and 375 individuals, both clients and non-clients, were surveyed; 20 households were selected for interviews; and qualitative info on vegetable, soya, cotton and sub-sectors was obtained through interviews.)

Progress achieved at the Output level:	Cumulative Including Reporting Year	% 70.00	Reporting Year
--	-------------------------------------	---------	----------------

Expected Outcomes - from PADLFA	
PRODEM's financial services for micro-entrepreneurs diversified in new and existing locations.	PRODEM currently has 15 departments. There is a workplan in place for the financial services project.

Progress achieved at the Outcome level:	As of March 31st, 1996	% 60.00	As of March 31st, 1997
---	------------------------	---------	------------------------

Mercredi, Mai 21, 1997

**ES AMÉRIQUES SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET -
ANNUAL PROJECT PROGRESS REPORT 1996-97**

Total Project Budget (\$000):

Officer: Chantal Boucher

Officer's sign off:

National Strengthening of PRODEM (CALMEADOW)

Business Line LOB 2

Disbursements:

e / Viable and progressing satisfactorily

To-date (\$000): 2837.6

Reporting Year (\$000): 493.8

oved.

PROJECT DATES: Approval:

Mar 22, 1993

End of Project:

Déc 3

EA / Partner Organization:

Calmeadow

Actual Outputs

Date (Cumulative including reporting year 1996-97)

Reporting Year (1996-97)

dary cities operated by PRODEM at the beginning of the
en transferred to BancoSol (Oruro, El Alto Capital Investment
o and Montero);
ty branches have been opened: Sucre, Tarija, Camiri and
es only Riberalta to be opened in 97/98). 8 agencies were
PRODEM has now 35 agencies - 29 in rural settings.
lies branches and 3 Rural branches have reached
Rural branches are at 85% of cost-recovery.
status, PRODEM was prohibited by Bolivian law to take
ffer other financial products. However, a new category of
i was created in 96/97 in Bolivia called a Private Financial
DEM is now applying to be registered as FFP.
Impact Research Study was completed in Aug. 95. 2
selected and 375 individuals, both PRODEM clients and
surveyed; 20 households were selected for in-depth
altative info on vegetable, soya, coffee and groceries
btained through interviews.)

- a) No branches were transferred to BancoSol this year. PRODEM does
plan to transfer any more branches to Bancosol.
b) 8 agencies (Yacuiba, Bermejo, Mizque, Mercado Campesino, Lahuac
Puerto Suarez, Guayaramerin and Cobija) were opened in 96/97.
c). Self-sufficiency for Rural branches: 95/96 96/97
- Caranavi 80% 162%
- Achacachi 66% 85%
- Batallas 62% 85%
- Punata 75% 143%
- Sacaba 81% 158%
d). A strategic workplan was developed by PRODEM to work towards me
all of the requirements of an FFP.
e) No data was collected in 96/97. However, a workplan for the second
of the Impact Research Study was completed.

% 70.00

Reporting Year

% 10.00

Actual Outcomes - (Cumulative including Reporting Year 1996-97)

PRODEM currently provides credit services to 27,484 micro-entrepreneurs throughout Bolivia with 35 branches in 7
departments. Therefore, more than 100% of the expected result of 15 to 25 sites has been reached.
A workplan is in place for PRODEM to obtain the status of an FFP. This is the first step in enabling them to diversify their
financial services products.

% 60.00

As of March 31st, 1997

% 70.00

Facteurs de réussite / Success factors: (y/n)

Oui

Project Number 192-18147

RAPPORT ANNUEL DES AMERIQUES SUR
AMERICA'S ANNUAL PROJECT PROGRESS

Expected Impacts - from PAD/LFA

Actual

Production opportunities within Bolivia's micro-enterprise sector improved. Quality of life among the poorest of the economically active population improved.

The impact of this project on PRODEM could

Other Priorities / Cross-Cut	Outputs		Outcomes
	Expected	Actual	
Women in Development (Cross-Cutting)	The Impact Research Study of lending to informal sector will produce data desegregated by gender.	First data point collected (Phase I).	Increased access to financial services for women micro-entrepreneurs in rural Bolivia.
Basic Human Needs	The Impact Research Study of lending to informal sector will produce data on the household of the micro-entrepreneur. It will gather data on household spending levels on basic human needs items such as food, public services (water and electricity), clothing and education.	First data point collected (Phase I).	A link established between credit and household income available to be spent on basic human needs items.

Renforcement Institutionnel - Institutional Strengthening

Understanding that rural lending methodology, products (as well as cost structure) is different to that of lending in urban areas.

Lessons

Durabilité des initiatives - Sustainability of Initiatives

As of December 31, 1996 PRODEM had reached more than 50% financial self-sufficiency (with an imputed financial cost of 10% per annum). PRODEM's loan quality remains excellent with portfolio at 95%.

Other Comments

PROYECTO DE LAS AMÉRICAS SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET
CAS ANNUAL PROJECT PROGRESS REPORT 1996-97

Actual Impacts - (cumulative including Reporting Year 1996-97)

act of this project on PRODEM could be evaluated with the comparison of data from Phase I and II of the Impact Research Study.

Outcomes		Impacts	
Expected	Actual	Expected	Actual
Increased access to financial services for women micro-entrepreneurs in rural Bolivia.	65% of PRODEM's current clients are women.		
A link established between credit and household income available to be spent on basic human needs items.	First data point collected (Phase I).		

Lessons	
s - Sustainability of Initiatives 1996 PRODEM had reached more than 100% y (with an imputed financial cost of 13%). y remains excellent with portfolio at risk of 1.34%.	Autres - Others

Other Comments

DOCUMENTS DU PROJET

ACDI

1996 *Calmeadow: Prodem Transformation*, sommaire de projet IFD (intégration de la femme dans le développement), Ottawa.

ANONYME

n.d *Organizational Profile: Prodem, Foundation for the Promotion and Development of Microentreprise*, document utilisé à l'usage interne, Calmeadow, Toronto.

BURNETT, Jill

1995 *Summary Overview of Prodem Impact and Market Analysis Project*, Calmeadow, Toronto.

CALMEADOW

1997a *Institutional Strengthening and Diversification of Prodem: Semi-Annual Narrative Report and Annual Workplan Quarterly Financial Report for the period ending December 1996*, Toronto.

CALMEADOW (en collaboration avec Prodem)

1997b *Prodem Credit in Rural Subsector Markets: A Longitudinal Impact Study (Year 1: 1995)*, Toronto.

CALMEADOW

1996 *Ingredients for a Successful Microcredit Program Start-up*, Calmeadow, Toronto.

CALMEADOW

1993 *Prodem: Institutional Strengthening and Diversification; Inception Report*
November 1993, Calmeadow, Toronto.

CALMEADOW - L'ACDI

n.d. *Rapport annuel des Amériques sur l'état d'avancement du projet 1996-97,*
Ottawa.

PRODEM

1996 *Indicadores del Servicio de Credito para Microempresarios, correspondiente*
a Septiembre de 1996, document utilisé à l'usage interne, Prodem, LaPaz.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

ACCION International et The Calmeadow Foundation

1988 *An operational guide for micro-enterprise projects*, Calmeadow Foundation, Toronto.

ACDI

1995 *Vers un monde d'égalité: l'Acdi et l'autonomie au féminin dans les pays en voie de développement*, Ministère des approvisionnements et services, Ottawa.

ACDI

1985 *Micro and Small Scale Enterprise (MSE) Development in Latin America: an overview of strategies/policies, approaches and programs/projects; for presentation at the Donor Agencies Conference on Small Enterprise Development, Quito, April 23-25, 1985*, Ottawa.

ACDI

n.d. *Le Développement au féminin, l'intégration de la femme au développement et l'égalité des sexes*, Ottawa.

ANNIS, Sheldon

1987 *God and Production in a Guatemalan Town*, University of Texas Press, Austin, Texas.

ALEXANDER, Rajani E.

1995 «Evaluating Experiences: CIDA's Women in Development Policy, 1984-94» dans *Un bilan des expériences de développement avec les femmes* sous la dir. de Caroline **ANDREW** et Brigitte **LÉVY**, Revue canadienne d'études du développement, numéro spécial, Université d'Ottawa et l'Association canadienne d'études du développement international, pp.79-87.

ANDREW, Caroline et Brigitte **LÉVY** (sous la dir. de)

- 1995 *Un bilan des expériences de développement avec les femmes*, Revue canadienne d'études du développement, numéro spécial, Université d'Ottawa et l'Association canadienne d'études du développement international.

BENTON, Jane

- 1993 «The Role of Womens's Organisations and Groups in Community Development: A case study of Bolivia» dans *Different Places, Different Voices: Gender and Development in Africa, Asia and Latin America* sous la dir. de Jane **MOMSEN** et Vivian **KINNARD**, Routledge, Londres, pp.230-242.

BERGER, Marguerite

- 1995 «Key Issues on Women's Access to and Use of Credit in the Micro- and Small- Scale Enterprise Sector» dans *Women in Micro-and Small-Scale Enterprise Development*, sous la dir. de Louise **DIGNARD** et José **HAVET**, Westview Press/ IT Publications, San Francisco/ Londres, pp.189-215.

BERGER, Marguerite et Mayra **Buvinic**

- 1989 *Women's Ventures: Assistance to the Informal Sector*, Kumarian Press, West Hartford, Connecticut.

BIRBUET, Gustavo et Silvia **CORNACCHIA**

- 1996 «Les ONG spécialisées dans le financement rural en Bolivie: l'expérience de l'ANED», *Tiers-Monde*, n145 -janv.-mars '96, pp.203-212.

BOURGOIGNIE, Marie-Noelle

- 1990 *La problématique du développement rural intégré: le projet de Saint Michel-De-L'Attalaye (Haïti)*, thèse de maîtrise en sociologie, Ottawa, université d'Ottawa.

BRACKELAIRE, Vincent

1992 «Coca, Développement et Coopération Internationale en Bolivie», *Tiers-Monde*, t.XXXIII, n 131, Juillet-Septembre 1992, pp.673-691.

BROMLEY, Ray

1994 «Informality de Soto Style: From Concept to Policy», dans *Contrapunto: The Informal Sector Debate in Latin America*, sous la dir. de Cathy **RAKOWSKI**, , State University of New York Press, New York.

CALVIN, Barbara

1996 *An Introduction to Micro-Credit and Micro-Finance*, présentation orale faite au College Glendon (York University), février 1996, Calmeadow, Toronto.

CHEBAIR, Eliana Restrepo et Rebecca REICHMANN

1995 *Balancing the Double Day: Women as Managers of Microenterprises*, Accion International.

CHOSSUDOVSKY, Michel

1992 «Under the Tutelage of the IMF: The Case of Pérou», *Economic and Political Weekly*, le 19 février, pp. 340-348.

COQUERY- VIDROVITCH, Catherine et Serge NEDELEC (sous la dir. de)

1991 *Tiers-mondes: l'informel en question?*, Éditions l'Harmattan, Paris.

de SOTO, Hernando

1990 *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*, trad. de l'espagnol par June Abbott, Perrenial Library, New York.

DIGNARD, Louise et José **HAVET** (sous la dir. de)

1995 *Women in Micro-and-Small Scale Enterprise Development*, IT Publications, Londres.

L'État du Monde: Annuaire économique et géopolitique mondial

1995 De la Découverte/du Boréal, Paris/Montréal.

FRANKS, Jeffrey R.

1994 «Macroeconomic Policy and the Informal Sector», dans *Contrapunto: The Informal Sector Debate in Latin America*, sous la dir. de Cathy **RAKOWSKI**, State University of New York Press, New York.

GENTIL, Dominique

1996 «Les avatars du modèle Grameen Bank», *Tiers- Monde*, no 145: janv.-mars 96, pp.115-133.

GOETZ, Anne Marie et Rina **Sen Gupta**

1996 «Who takes the Credit? Gender, Power, and Control Over Loan Use in Rural Credit Programs in Bangladesh», *World Development*, vol.24:1, 45-63.

GUTIERREZ, German (réalisateur)

1990 *Le système D*, Carrefour international, Montréal.

HOSSAIN, Mahabub

1988 *Credit for Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh*, rapport de recherche 65, International Food Policy Institute Research, Washington, D.C..

JAIN, Pankaj S.

1996 «Managing Credit for the Rural Poor: Lessons from the Grameen Bank», *World Development*, vol.24:1,79-89.

LABRECQUE, Marie-France (sous la dir. de)

1994 *L'égalité devant soi: sexes, rapports sociaux et développement international*, CRDI, Ottawa.

LACROIX, Richard

1985 «Integrated Rural Development » dans *Integrated Rural Development in Latin America*, sous la dir. de Richard **LACROIX**, Washington, la Banque mondiale, Washington, D.C., pp. 15-43.

LAUTIER, Bruno, Claude de MIRAS et Alain MORICE

1991 *L'État et l'Informel*, Éditions l'Harmattan, Paris.

LEVITSKY, Jacob (sous la dir. de)

1989 *Microenterprises in Developing Countries, Papers and Proceedings of an International Conference*, It Publications, Londres.

MAILLOT, Valérie

1993 *Le secteur traditionnel et le travail des femmes dans les marchés africains: reproduction du système capitaliste ou société conviviale?*, thèse de maîtrise en sociologie, Université d'Ottawa, Ottawa.

MOMIN, M.A.

1987 «The Integrated Rural Development Programme in Bangladesh and its Growth-Equity Contradiction», *Community Development Journal*, 22, 98-106.

MOMSEN, Janet et Vivian **KINNAIRD**

1993 *Different Places, Different Voices: Gender and Development in Africa, Asia and Latin America*, Routledge, Londres et New York.

MOSER, Carolyn

1993 *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*, Routledge, Londres et New York.

OTERO, Maria

1986 *The Solidarity Group Concept: Its Characteristics and Significance for Urban Informal Sector Activities*, Private Agencies Collaborating Together, New York.

RAKOWSKI, Cathy

1994 «The Informal Sector Debate, Part 2: 1984-1993» dans *Contrapunto: The Informal Sector Debate in Latin America*, sous la dir. de Cathy **RAKOWSKI**, State University of New York Press, New York

RAKOWSKI, Cathy (sous la dir. de)

1994 *Contrapunto: The Informal Sector Debate in Latin America*, State University of New York Press, New York.

RATHGEBER, Eva M,

1994 «WID WAD GAD: Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement», dans *Femmes, Féminisme et Développement*, sous la dir. de **Dagenais** et **Piché**, McGill-Queen's University Press, Montréal, pp.77-95.

REY, Alain

1991 Dictionnaire universel des noms propres: alphabétique et analogique: le Petit Robert II, Éditions Dictionnaires Le Robert, Paris.

ROSE, Kalima

1992 *Where Women are Leaders: The SEWA Movement in India*, Zed Books, Londres et New Jersey.

ROWBOTHAM, Sheila et Swasti MITTER

1994 *Dignity and Daily Bread: New Forms of Economic Organising among Poor Women in the Third World and the First*, Routledge, Londres et New York.

SMITH-AYALA, Emilie

1991 *The Granddaughters of Ixmucané: Guatemalan Women Speak*, Women's Press, Toronto.

SNYDER, Pamela

1995 *Transforming Development: Women, Poverty and Politics*, IT Publications, Londres.

SPARR, Pamela

1994 *Mortgaging Women's Lives: Feminist Critiques of Structural Adjustment*, Zed Books, Londres et New Jersey.

STREEFLAND, Pieter H. et al.,

1996 «Credit and Conscientization: Effects of different development approaches in Bangladesh», *Public Administration and Development*, vol.13, 153-169.

TINKER, Irene

1995 «The Human Economy of Microentrepreneurs», dans *Women in Micro-and Small- Scale Enterprise Development*, sous la dir. de Louise **DIGNARD** et José **HAVET**, Westview Press/ IT Publications, Londres, pp.25-39.

TINKER, Irene (sous la dir. de)

1990 *Persistent Inequalities: Women and World Development*, Oxford University Press, New York.

TINKER, Irene et **BRAMSEN**, Michèle Bo

1976 *Women in World Development*, ODC, Washington, D.C..

TOKMAN, Victor

1989 «Policies for a Heterogeneous Informal Sector in Latin America», *World Development*, vol.17:7, 1067-1076.

TSUZUKI, Kei

1994 *Calmeadow: Investing in People*, rapport annuel pour l'année terminant le 31 octobre 1994, Calmeadow, Toronto.

VAN DER WEES, Catherine et Henry **ROMJIN**

1995 «Entrepreneurship and Small-and Microenterprise Development for Women: A Problematique in Search of Answers, A Policy in Search of Programs» dans *Women in Micro-and Small- Scale Enterprise Development*, sous la dir. de Louise **DIGNARD** et José **HAVET**, Westview Press/ IT Publications, Londres, pp.41-82.

VARGAS, Virginia

1992 The Feminist Movement in Latin America: Between Hope and Disenchantment, *Development and Change*, 23:3, pp.195-214.

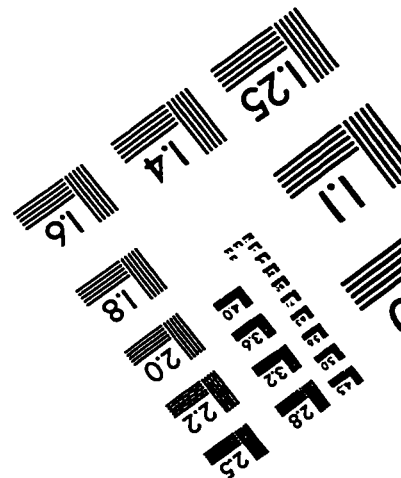
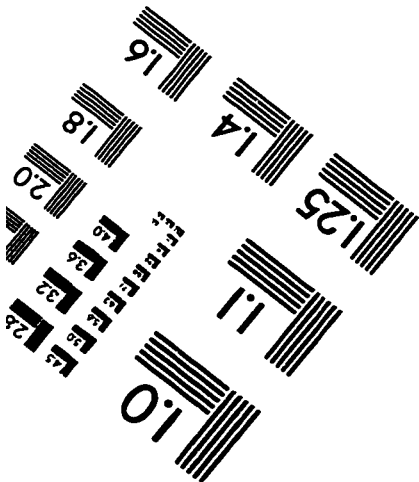
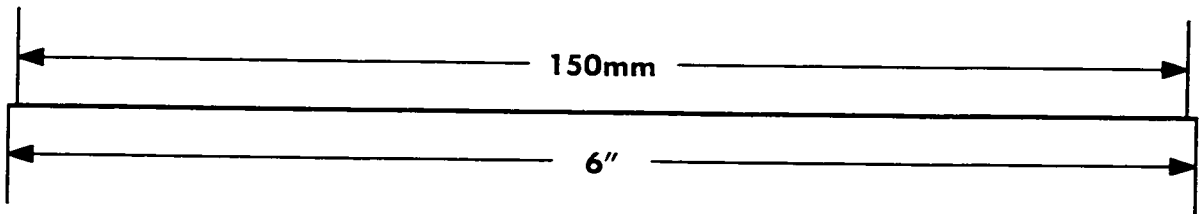
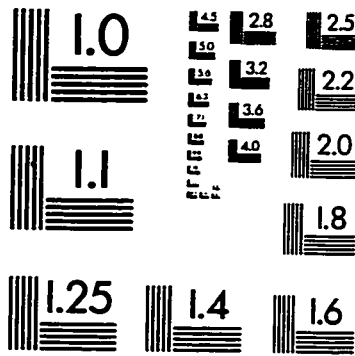
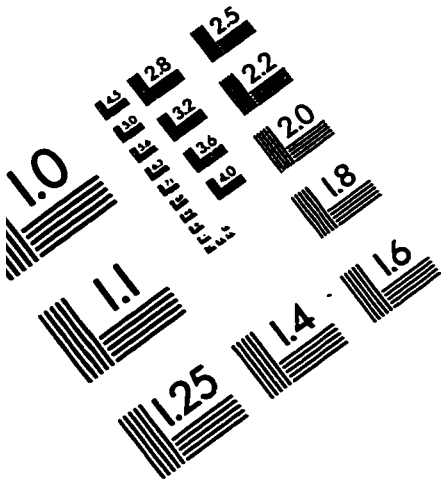
VILLALOBOS Barahona, Iris

1995 «Women's Micro- and Small Scale Enterprises' Emergence, Features and Limits: A Costa Rican Experience», dans *Women in Micro and Small Scale Enterprise Development* sous la dir. de Louise **DIGNARD** et Jose **HAVET**, IT Publication, Londres, pp.145-157.

YAZDANI, Louise

1993 *Degrees of Autonomy of Rural Women in Ghana's Upper East*, thèse de maîtrise en sociologie, Ottawa, Université d'Ottawa.

IMAGE EVALUATION TEST TARGET (QA-3)



APPLIED IMAGE, Inc
1653 East Main Street
Rochester, NY 14609 USA
Phone: 716/482-0300
Fax: 716/288-5989

© 1993, Applied Image, Inc., All Rights Reserved